

ATTAF EN CONFÉRENCE DE PRESSE

L'IATF, le Sommet du Qatar et le drone malien

Lire l'article de A. Z. page 3

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

Le partenariat algéro-italien, «excellent et dynamique»

P. 3



GAZA

Plus de 1.600 bâtiments résidentiels détruits

Lire Mohamed Mehdi page 2

DÉBAT



Doha bombardée Vers une recomposition géopolitique arabe inévitable

Par Salah Lakoues P. 6 & 7

COMMERCE

Un œil sur les foires de fournitures scolaires

P. 3



PRÉSCOLAIRE ET PREMIÈRE ANNÉE PRIMAIRE

Ouverture des inscriptions le 28 septembre

P. 3

Ghaza Plus de 1.600 bâtiments résidentiels détruits

Mohamed Mehdi

Samedi 707^e jour de l'agression sioniste contre la population civile de Ghaza et 6^e mois (194 jours) du siège total de l'enclave, l'armée génocidaire d'Israël poursuit ses massacres contre les femmes, les enfants, et les personnes à la recherche d'aides alimentaires. Le rapport statistique publié, hier, par le ministère de la Santé, fait état de 428 victimes lors des précédentes 24h (vendredi), dont 47 martyrs et 205 blessés transférés vers les hôpitaux de Ghaza, portant à 64.803 martyrs et 164.264 blessés, le nombre total de victimes Palestiniennes depuis le 7 octobre 2023. Le bilan des victimes depuis la reprise des bombardements, le 18 mars 2025, passe à 12.253 martyrs et 52.223 blessés, ajoute le document. Dans les centres de la Fondation « GHF », l'armée d'occupation et les mercenaires américains continuent de tuer des demandeurs d'aide alimentaire faisant 5 martyrs et 26 blessés, portant le nombre total des victimes parmi les demandeurs d'aide alimentaire à 2.484 martyrs et 18.117 blessés.

Par ailleurs, le ministère de la Santé a annoncé le décès de 7 personnes affamées, dont 2 enfants, portant le nombre total de victimes de la famine et de la malnutrition, imposée par Israël avec le soutien des Etats-Unis, à 420 martyrs, dont 145 enfants. Le document note que depuis l'annonce par l'IPC de la Famine à Ghaza, 142 personnes sont décédées de faim et de malnutrition, parmi eux 30 enfants.

Le ministère de la Santé continue également d'alerter sur le déficit dramatique de la banque de sang des hôpitaux de Ghaza qui souffrent d'une grave pénurie en poches de sang. « Les besoins en unités de sang et en composants sanguins dépassent les 350 unités quotidiennement », affirme un autre communiqué du ministère de la Santé, précisant qu'en raison de la « gravité des blessures qui arrivent aux hôpitaux nécessite des unités de sang supplémentaires pour sauver des vies ». Après 194 jours de blocus total de Ghaza et de fermeture de tous les points de passage, la pénurie de médicaments a des conséquences plus vastes aussi bien sur les blessés que sur les malades. Le directeur du ministère de la Santé, le Dr Mounir al-Barsh, a déclaré hier à Al Jazeera que « la situation sanitaire s'aggrave avec l'épuisement des antibiotiques », soulignant que « les médecins sont désormais confrontés à un choix difficile, celui d'amputer les membres des patients pour éviter la propagation d'infections mortelles ».

De son côté, le directeur général de l'OMS a affirmé, dans une publication sur X, que « trop peu de pays sont disposés à accueillir les personnes évacuées de Ghaza pour des raisons médicales », ajoutant que l'Organisation a lancé un appel à l'aide pour l'évacuation de 15.000 personnes, dont 3.800 enfants, qui ont besoin de soins médicaux spécialisés à l'étranger.

« Le problème urgent auquel nous sommes confrontés est que trop peu de pays sont disposés à accueillir » ces patients,

a écrit Tedros Adhanom Ghebreyesus, dans un message publié sur X, appelant à « l'accueil de personnes gravement malades », avant de préciser que « 700 d'entre eux, dont 140 enfants, sont décédés en attendant leur évacuation ».

PLUS 1,3 MILLION DE PALESTINIENS SONT TOUJOURS À GHAZA ET DANS LE NORD DE L'ENCLAVE

Samedi, les bombardements de sur plusieurs régions de Ghaza ont fait, depuis l'aube jusqu'à 16h (locale-ment), pas moins de 31 martyrs, dont 22 dans la seule ville de Ghaza, ont indiqué des sources médicales à Al Jazeera.

L'armée d'occupation poursuit sa politique de destruction systématique dans la ville de Ghaza bombardant plusieurs centaines de bâtiments et s'attaquant à des zones abritant des milliers de tentes pour personnes déplacées.

« L'armée d'occupation fait vivre l'enfer aux civils, détruisant 1.600 bâtiments résidentiels, qui comptaient plus de 10.000 logements où vivaient plus de 50.000 personnes, ainsi que 13.000 tentes abritaient plus de 52.000 personnes déplacées », a déclaré hier le Bureau d'information du gouvernement, précisant que depuis le début de l'invasion terrestre e la ville de Ghaza, quelques 350.000 citoyens ont été déplacés de force de l'est vers le centre et l'ouest de la ville ». Dans une précédente déclaration, la même source a indiqué que « plus 1,3 million de Palestiniens, dont plus d'un tiers sont des enfants, sont toujours présents dans la ville de Ghaza (914.000 hab.) et le nord de l'enclave (398.000 hab.), refusant catégoriquement le projet de déplacement forcé vers le sud, malgré la sauvagerie l'agression perpétrée par l'occupation dans le but d'imposer le déplacement forcé et sans retour de la population ».

DES CONDITIONS DE VIE IMPOSSIBLES AL-MAWASI À KHAN YOUNES ET RAFAH

La déclaration affirme aussi que les « équipes gouvernementales ont observé un phénomène de «déplacement inverse» depuis le sud vers la ville de Ghaza et le nord ». Elle explique que « sous le poids des massacres, 68.000 citoyens ont été contraints de se déplacer vers le sud », notant cependant que jusqu'à « jeudi soir », « plus de 20.000 d'entre eux sont retournés dans leurs régions d'origine, après avoir constaté que le sud de l'enclave ne disposait pas des conditions de vie minimales ».

« La région d'al-Mawasi, à Khan Younes et Rafah, où l'occupant a entassé quelque 800.000 personnes, prétendant qu'il s'agissait d'un zone «sûre et humaine», a été bombardée plus de 109 fois, faisant plus de 2.000 martyrs, (ne) dispose pas d'infrastructures et de services de base tels que des tentes, des abris, de l'eau, de la nourriture, de l'électricité, ni véritables hôpitaux. L'occupant a même coupé complètement l'approvisionnement en eau potable à Khan Younis, rendant la vie y presque impossible », explique encore le Bureau d'information du gouvernement.

ANALYSE

Mustapha Aggoun

Chaque extrême engendre et renforce son opposé

Le mercredi 10 septembre 2025, à l'université Utah Valley, à Orem, aux États-Unis, alors que les clameurs résonnaient et que les banderoles s'agitaient, nul n'aurait imaginé qu'un seul son, une balle unique suffirait à éteindre tout le vacarme et à transformer le congrès populaire en théâtre de tragédie. La balle n'était pas perdue : elle venait du fusil d'un tireur d'élite qui connaissait parfaitement son métier. Elle traversa la gorge de Charlie Kirk, cet homme qui s'était imposé comme le visage éclatant de l'extrême droite, fidèle serviteur de Trump et de Netanyahu, et négateur cynique de la faim à Ghaza. Il s'effondra, baignant dans son sang, tandis qu'un silence pesant s'abat-tait sur les visages figés des spectateurs, comme si le temps s'était arrêté.

L'auteur du tir ? Un vieil homme, ancien soldat, sniper aguerri portant sur ses épaules l'expérience des guerres, mais aussi un engagement clair en faveur de la Palestine. Quand ses mains furent menottées sous l'œil des caméras, l'image prit aussitôt une dimension plus vaste qu'une simple arrestation : elle devint le témoignage d'une époque, une icône promise à être diffusée des milliers de fois à travers le monde. Trump, dans un réflexe viscéral, ne tarda pas à réagir : depuis la Maison-Blanche, il annonça un décret hystérique d'exécution immédiate, sans appel, sans grâce possible. La scène ressemblait davantage à une vengeance instinctive qu'à l'exercice d'un État. Et dans le même temps, lui et ses alliés, Netanyahu et Ben Gvir, appelaient aux prières pour Charlie Kirk, comme s'il luttait encore contre la mort, alors que son corps avait déjà quitté la vie depuis de longues minutes. Un attachement à l'illusion, une tentative désespérée de repousser l'évidence. Mais derrière cette agitation, le récit est plus profond : Kirk n'était pas un simple journaliste controversé, mais l'étoile montante de l'extrême droite, pressenti pour devenir le plus jeune vice-président de l'histoire américaine. Un homme qui rêvait d'une Amérique réservée aux seuls Blancs, et qui voyait dans les musulmans et les non-chrétiens des intrus à bannir des médias, de la politique, des arts et de toute sphère publique. Et c'est là que réside le nœud du drame : l'extrémisme appelle l'extrémisme. Les discours de haine, l'exaltation de la suprématie blanche, la négation de

la diversité humaine ont nourri une colère souterraine. À force d'exclure, d'humilier et de marginaliser, la droite radicale a façonné ses propres adversaires, réveillant les fantômes d'une guerre intérieure. L'Amérique n'a jamais vraiment guéri de ses fractures. Le sang versé durant la guerre de Sécession, qui opposa les esclavagistes du Sud aux abolitionnistes du Nord, n'a pas effacé les hiérarchies raciales gravées dans la mémoire collective. Les décennies de ségrégation, avec leurs bancs « réservés aux Blancs », leurs écoles séparées et leurs humiliations quotidiennes, ont façonné une société où l'injustice se transmet de génération en génération. Les lyn-chages, ces exécutions publiques où des foules jubilaient autour d'un arbre ou d'un poteau télégraphique, hantent encore les paysages du Sud profond. Dans les années 1960, quand Martin Luther King rêvait d'une Amérique fraternelle et que Malcolm X dénonçait l'hypocrisie blanche, les États-Unis furent déjà au bord de l'explosion. Les assassins politiques King, Kennedy, Malcolm X – marquaient un temps où les balles répon-daient aux discours. Aujourd'hui, l'histoire semble bégayer.

Les extrêmes, partout et toujours, se nourrissent l'un de l'autre. L'Amérique d'aujourd'hui en offre le miroir cruel : plus la droite se radicalise, plus elle ouvre la voie à une riposte radicale. La suprématie blanche et le rejet des minorités ne font que creuser un fossé où germe la colère, parfois prête à éclater sous la forme la plus violente.

La mort de Charlie Kirk n'est donc pas seulement l'histoire d'un homme tombé sous une balle. Elle est le reflet d'une nation qui, en tolérant le poison du racisme et en érigeant en héros ceux qui divisent, s'expose à une spirale incontrôlable. C'est la balle qui a embrasé le baril de poudre, mais le baril, lui, était déjà saturé par des siècles de haine raciale, de ségrégation et d'inégalités sociales.

Nombre d'analystes américains en sont désormais convaincus : le pays s'avance vers une polarisation inédite depuis cent cinquante ans. Une atmosphère de guerre civile plane, et la balle qui a abattu Charlie Kirk pourrait bien être le premier son annonçant qu'en Amérique, les démons du racisme et de l'extrémisme n'appartiennent pas au passé : ils sont bel et bien les acteurs du présent.

Les deux terroristes éliminés à Tipaza identifiés

Les deux (02) terroristes éliminés, lors de l'opération de recherche et de ratissage effectuée par des détachements de l'Armée nationale populaire, le 8 septembre dernier, dans le Secteur militaire de Tipaza, ont été identifiés, indique, samedi dans un communiqué, le ministère de la Défense nationale (MDN).

«Suite à l'opération de recherche et de ratissage effectuée par des détachements de l'Armée nationale populaire,

le 08 septembre 2025, au niveau de la commune de Beni Milleuk relevant de la daïra de Damous, dans le Secteur militaire de Tipaza en 1ère Région militaire, et qui s'était soldée par l'élimination de deux (02) terroristes et la récupération d'un fusil (01) mitrailleur de type (FMPK), un pistolet (01) mitrailleur de type Kalachnikov, une (01) paire de jumelles et d'autres effets, l'opération d'identification a per-

mis de déterminer l'identité des deux (02) terroristes abattus», précise la même source. «Il s'agit en l'occurrence des terroristes Alioui Faysal , alias Abou Mohcen , qui avait rallié les groupes terroristes en 2019 et de Djellidi Rachid, alias Khaled , qui avait rallié les groupes terroristes en 2005. Les deux terroristes faisaient partie des résidus d'un groupe terroriste activant au centre du pays», ajoute le communiqué.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration

Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>

E-mail : infos@lequotidien-oran.com

publicite@lequotidien-oran.com

admin@lequotidien-oran.com

lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone** : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax** : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Attaf en conférence de presse
 L'IATF, le Sommet
 du Qatar
 et le drone malien

A.Z.

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed ATTAF, a dressé, samedi à Alger, le bilan global de la 4^{ème} édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), qui s'est tenue en Algérie du 4 au 10 septembre. Un bilan basé sur des chiffres qui reflètent une vérité incontestable, celle des objectifs atteints, voire largement dépassés sur le plan des contrats conclus ou des visiteurs attendus, où des records ont été battus. Une semaine durant, donc, l'Algérie a réglé son horloge sur le rythme africain pour donner une nouvelle cadence au Commerce intra-africain.

Pour l'Algérie, l'organisation de la 4^{ème} édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025) «n'a pas été le fruit du hasard ni de circonstances fortuites ou procédurales, mais une décision réfléchie et visionnaire dans toute la portée du terme», a relevé M. ATTAF, lors de la conférence de presse dédiée à ce bilan, mais qui n'a pas empêché le ministre d'aborder d'autres questions d'actualité.

M. ATTAF a indiqué, dans ce contexte, que l'accueil avec «fierté et succès» de cet événement était «le fruit de la détermination du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à voir l'Algérie assumer sa responsabilité dans la contribution à la renaissance africaine». Cette décision, a-t-il expliqué, repose sur trois considérations essentielles.

Premièrement, l'organisation en Algérie de cette foire «est le fruit de la détermination du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à voir l'Algérie assumer sa responsabilité dans la contribution à la renaissance africaine». Deuxièmement, ajoute M. Attaf, l'organisation de cet événement continental «reflète la conviction profonde du président de la République que le développement constitue la clé de la sécurité et de la stabilité en Afrique.

Les guerres et la privation ne sont pas une fatalité, mais des défis pouvant être relevés, dès lors que la volonté politique existe et que les outils et mécanismes nécessaires sont disponibles». Troisièmement, ce rendez-vous illustre «la volonté du président de la République de mettre en lumière les fondements du partenariat, entre les pays africains, dans les domaines du Commerce et de l'Investissement, tout en donnant une forte impulsion au processus global de la renaissance africaine», a-t-il poursuivi.

Partant de cette vision, affirme M. Attaf, la 4^{ème} édition de l'IATF, à Alger, «n'a pas été une simple manifestation économique, mais une échéance continentale pour réaffirmer l'engagement en faveur d'une approche économique africaine inté-

grée, asseoir les fondements d'une souveraineté authentique et permettre à l'Afrique d'occuper la place qui lui sied sur la scène internationale».

SOMMET DE DOHA :
 LE NIVEAU DE LA REPRÉ-
 SENTATION ALGÉRIENNE
 «PAS ENCORE DÉTERMINÉ»

Le ministre d'Etat a affirmé que l'Afrique, aujourd'hui, «ne se résigne plus à l'ordre international et ne ménage aucun effort pour exprimer clairement et avec responsabilité ses revendications, puisqu'elle s'est dotée d'une stratégie complète et intégrée ». Bifurquant sur d'autres sujets d'actualité, M. ATTAF a abordé, lors cette conférence de presse, la question du niveau de représentation de l'Algérie au Sommet arabe et islamique extraordinaire de Doha.

À ce sujet, M. ATTAF a déclaré que « le Président n'a pas encore déterminé le niveau de représentation algérienne à ce sommet», précisant que «toutes nos cartes sont sur la table dans cette affaire, et que l'Algérie avait demandé la tenue d'une session extraordinaire du Conseil de sécurité qui n'a pas condamné l'agression contre le Qatar, et la chaîne qatarie Al-Jazeera a rendu justice à l'Algérie et a souligné l'action et la détermination de l'Algérie pour ajouter la condamnation de l'agression contre le Qatar».

Rappelons qu'un Sommet arabe et islamique d'urgence se tiendra lundi 15 septembre dans la capitale qatarie, Doha, pour examiner la situation au Moyen-Orient, après le raid israélien sur Doha, qui visait les dirigeants du mouvement de résistance 'Hamas', qui ont survécu, mais plusieurs membres du mouvement ont été tués, dont le fils du dirigeant Khalil al-Hayya. Concernant la supposée plainte déposée par le Mali auprès Cour internationale de justice contre l'Algérie, à propos du drone armé malien qui a violé l'espace aérien algérien et a été abattu, largement répercutée par des médias étrangers, M. ATTAF a confirmé que l'Algérie n'avait reçu aucune communication de la Cour internationale de justice à ce sujet.

« Il n'y a eu aucune requête de la part du Mali auprès de la Cour internationale de justice. S'il y avait eu une requête concernant un pays, celui-ci en aurait été officiellement informé», a-t-il déclaré, ajoutant qu' «en ce qui concerne l'Algérie, il n'y a eu aucune communication à ce sujet et nous avons contacté la Cour pour vérifier cette information, dès sa publication. Mais il n'y a rien à ce sujet». Dans un autre registre, M. Attaf a affirmé que les relations entre l'Algérie et le Burundi étaient excellentes, précisant que le Président burundais s'apprêtait à se rendre en Algérie et que cette visite était en cours de préparation.

Le partenariat algéro-italien,
 «excellent et dynamique»

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a salué, samedi à Alger, le partenariat algéro-italien, le qualifiant d'«excellent» et de «dynamique».

Lors d'une conférence de presse au siège du ministère, M. Attaf a souligné que parmi les partenariats proposés au continent africain dans le cadre de la coopération internationale, «celui avec l'Italie est le plus influent», dans la mesure où «il repose sur des projets con-

crets». Soulignant que la relation entre l'Algérie et ce pays «s'est hissée aux premiers rangs en quelques années seulement, notamment dans le domaine commercial», le ministre d'Etat a mis en avant «la diversification des investissements dans le secteur énergétique et l'approvisionnement de ce pays ami en gaz naturel, sans oublier les grands projets tels que l'hydrogène vert, la fibre optique et d'autres encore à portée européenne, impulsés par la dynamique algéro-italienne».

M. Attaf a exprimé la satisfac-

tion de l'Algérie quant aux résultats de ses relations avec l'Italie, «tant sur le plan qualitatif que quantitatif», invitant les autres pays à «emprunter la même voie en matière de partenariat mutuellement bénéfique».

Il a rappelé, par ailleurs, que la coopération Sud-Sud «participe de l'attachement de l'Algérie à renforcer ses relations avec le Groupe des 77, représentant les pays en développement, créé à Alger, dans le cadre d'une action constante fondée sur la nécessité de promouvoir cette forme de coopération».

Raina
 Raïkoum
 Amine Bouali

Il y a des matins où l'on
 peine à se lever, à faire
 face, à reprendre le fil
 de sa vie. Tout semble

Pourquoi je me rase
 chaque matin

flou, décalé, irréel. Et pourtant, chaque matin, je me rase. Je le fais seul, face à moi-même, dans le silence encore tiède de la salle de bain. Ce n'est pas un plaisir, à vrai dire. C'est un effort, une volonté. Une manière de me remettre dans le monde, dans la réalité. Un rendez-vous que je me fixe, sans autre but que celui de tenir ne point lâcher.

Pourtant, il y a, dans ce geste, quelque chose d'absurde. Répéter chaque jour le même mouvement, sur le même visage, pour effacer ce qui repoussera demain. Mais dans l'absurde, on peut choisir de ne pas céder.

L'écrivain Camus parlait de Sisyphe, qui recommence sans fin, et qui pourtant garde sa dignité. « Il faut imaginer Sisyphe heureux », écrivait-il. Non parce que la tâche a un sens, mais

parce qu'il l'accepte et qu'il ne peut pas faire autrement. Je pense que je me rase chaque matin pour cela, pour me tenir droit, pour tenir coûte que coûte. Ce geste quotidien, face au miroir, remet le visage en jeu. Il impose un peu d'ordre dans le flou, un peu de netteté dans les contours du jour. Parce qu'il dit : je suis encore là. Ce n'est rien mais c'est beaucoup. Il y a des matins pourtant où je préférerais m'en passer. Où le miroir me fatigue. Où je voudrais rester dans le sommeil du monde. Mais je le fais quand même. Et chaque fois, c'est comme réaffirmer une présence. Un cap, même modeste, mais ô combien tenace. Se raser, finalement, ce n'est qu'un prétexte. Ce qui compte, c'est de choisir, chaque matin, de se redresser. Et pour moi, cela commence par ce geste-là : la lame sur la peau, la journée qui reprend, et l'idée, toujours fragile mais obstinée, de rester debout.

Commerce

Un œil sur les foires de fournitures scolaires

Les cadres du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national poursuivent, conformément aux directives du ministre du secteur, Tayeb Zitouni, leurs sorties à travers les différentes wilayas du pays pour suivre le déroulement des foires dédiées aux fournitures scolaires et contrôler l'appro-

visionnement du marché national en produits de large consommation, a indiqué samedi un communiqué du ministère.

Ces visites visent à s'enquérir de la disponibilité et de la qualité des fournitures scolaires dans les foires locales et régionales, tout en veillant à garantir des prix promotionnels, précise la même source.

Ces sorties comprennent également la visite d'unités de production pour suivre l'état d'approvisionnement du marché national en produits de large consommation, ajoute le communiqué, soulignant que ces opérations de terrain se poursuivront jusqu'à la rentrée scolaire, professionnelle et universitaire.

Préscolaire et première année primaire
 Ouverture des inscriptions le 28 septembre

Le ministère de l'Education nationale a annoncé, samedi, que les inscriptions aux classes préscolaires et celles exceptionnelles en première année primaire, au titre de l'année 2025-2026, débuteront dimanche 28 septembre et se poursuivront jusqu'au samedi 11 octobre 2025, a indiqué un communiqué du ministère.

Cette opération s'inscrit dans le cadre des préparatifs en cours pour la rentrée scolaire 2025-2026 et en application des dispositions des articles 38 et 48 de la loi portant orientation sur l'éducation nationale, précise le communiqué, ajoutant que les inscriptions «se font exclusivement via l'Espace parents sur le système d'information du secteur de l'éducation nationale, à l'adresse : <https://awlyaa.education.dz>, et ce conformément aux modalités ci-après».

Pour les classes préscolaires, «les inscriptions concernent les enfants nés entre le 1er janvier et le 31 décembre 2020. Toutes les demandes sont acceptées sans exception,

dans le cadre de la généralisation de l'éducation préscolaire. Les parents peuvent choisir entre une (1) à cinq (5) écoles primaires disposant de classes préscolaires, ou un seul (1) établissement pour ceux qui souhaitent inscrire leurs enfants dans une école privée».

En ce qui concerne les inscriptions exceptionnelles en première année primaire, «elles concernent les enfants nés entre le 1er janvier et le 31 mars 2020. Les parents, lors de la demande d'inscription de leurs enfants en préscolaire, peuvent exprimer leur souhait d'une inscription exceptionnelle en première année primaire, avec le choix d'une seule (1) école primaire, publique ou privée, disposant de places pédagogiques».

Le système d'information «traite ces demandes automatiquement selon les normes fixées», indique le communiqué du ministère, soulignant que «si aucune place pédagogique n'est disponible, l'enfant est inscrit systématiquement en classe préscolaire dans l'une des écoles choisies par son parent».

«Les résultats du traitement automatique des demandes d'inscription (préscolaire et inscription exceptionnelle) seront annoncés le mardi 14 octobre 2025 via le compte personnel du parent dans l'Espace parents, et les listes seront affichées dans les écoles primaires concernées ainsi que dans les établissements d'éducation et d'enseignement privés. Les enfants dont les demandes d'inscription ont été acceptées rejoindront leurs écoles à partir du mercredi 15 octobre 2025, que ce soit en préscolaire ou en 1ère année primaire», ajoute la même source.

«L'inscription de tout enfant concerné par l'inscription exceptionnelle en 1ère année primaire sera annulée s'il ne rejoint pas l'établissement scolaire dans un délai maximum d'un (1) mois à compter de la date de l'annonce des résultats», indique le ministère, soulignant que toute inscription «effectuée en dehors du système d'information du secteur est considérée comme nulle et sans effet».

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE LA SANTE

WILAYA D'ORAN

Direction de la Santé et de la Population de la wilaya d'Oran

Numéro d'identification Fiscal : 099731019271904

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES , N°/2025

La direction de la santé et de la population de la wilaya d'Oran lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales, portant l'acquisition des réactifs, consommables, dispositifs, kit de diagnostic médicaux pour les établissements de santé cadre compte spécial 138-302 fond de lutte contre le cancer en lots séparés :

- Lot N° 01 : réactifs et consommables pour les unités dépistage du cancer du col
Lot N°02 : consommables médicaux nécessaire pour prise en charge des cancers thoraciques et du médiastin
Lot N°03 : consommables et dispositifs médicaux nécessaire pour la prise en charge des cancers urologique
Lot N°04 : consommables et réactifs pour le diagnostics des cancers (hémopathies malignes)
LOT N°05 : dispositifs médicaux consommables nécessaires pour le diagnostic des cancers bronchiques endoscopie bronchique
Lot N°06: réactifs pour l'activité de cytogénétique sur prélèvement modulaire et sanguines (hémopathies malignes)
Lot N°07: réactifs et consommables pour immunohisto-chemie, technique fish et biologie moléculaire au profit de CHU D'ORAN
Lot N°08: réactifs et consommables pour immunohisto-chemie, technique fish et biologie moléculaire au profit de L'EHU D'ORAN
Lot N°09 : kit de diagnostic par unité (2000 tests /AN) hc2 high risk HPV DNA tests .

L'appel d'offre faisant l'objet du présent cahier des charges s'adresse aux soumissionnaires qui remplissent les conditions suivantes :

CAPACITES PROFESSIONNELLES :

- Soumissionnaires fabricants ou leurs représentants nationaux, les importateurs les distributeurs, grossiste agréés par le Ministère de l'industrie et de la production pharmaceutiques ou ministère de l'industrie pharmaceutiques en cours de validité ;

CAPACITES TECHNIQUES :

-Soumissionnaires ayant réalisé des fourniture similaire ou de même nature (acquisition de réactif ou consommable) appuyées au minimum par une (01) attestation de bonne exécution délivrées par des services contractants publics ;

CAPACITES FINANCIERE :

Les Capacités financières du soumissionnaire doivent être justifiées par les bilans financiers des trois (03) dernières années certifiées par les services des impôts, dont la moyenne des trois chiffres d'affaires ne doit pas être Inférieure à :

Pour le lot n° 01, n°05 et n°09 : 3.000.000,00 DA

Pour le lot n° 02 : 1.000.000,00 DA

Pour le lots n° 03, n°06, n°07 et n°08 : 6.000.000,00 DA

Pour le lot n° 04 : 15.000.000,00 DA

N.B. : Tout soumissionnaire n'ayant pas satisfait les trois conditions d'éligibilité suscitées verra son offre rejetée.

Les entreprises intéressées par le présent avis, peuvent retenir le cahier des charges auprès de la direction de la santé et de la population de la wilaya d'Oran, BD AHMED BENABDERRAZAK (en face L'ENTV ORAN) bureau des marchés, contre la remise d'un récépissé de versement auprès du trésor public de la wilaya d'Oran de la somme non remboursable de 10.000,00 DA .

La durée de préparation des offres est fixée à vingt (20) jours à compter de la date de la première parution de l'avis d'appel d'offres dans le BOMOP ou la presse. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

La date de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la durée de préparation des offres au siège de la direction de la santé et de la population de la wilaya d'Oran de 08H00 à 14H00.

L'offre doit comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière ; selon l'article 12 du cahier des charges (documents constitutifs de l'offre) :

I/ Le dossier de candidature contient :

1- Une déclaration de candidature selon le modèle ci-joint remplie, signée, datée et cachetée.

Les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de l'attributaire du marché qui devra les fournir dans un délai de dix (10) jours à partir de la date de sa saisine savoir :

- ✓ Copie du registre de commerce électronique.
- ✓ Mise à jour CNAS, CASNOS en cours de validité.
- ✓ Extrait de rôles apurés ou avec un échéancier de paiement et porte la mention de non inscrit au fichier national des fraudeurs.

✓ Extrait du casier judiciaire du gérant de l'entreprise ou du directeur de l'entreprise datant moins de trois (03) mois.

✓ Copie de l'attestation de dépôt des comptes sociaux, pour les sociétés, de la dernière année qui précède le présent appel d'offres.

✓ Copie du numéro d'identification fiscale (NIF).

2- Une déclaration de probité selon le modèle ci-joint remplie, signée, datée et cachetée

3- les statuts pour les sociétés ;

4- les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ; tout document permettant d'évaluer les capacités des soumissionnaires ;

A/ CAPACITES PROFESSIONNELLES :

5- Agrément délivré par le Ministère de l'industrie et de la production pharmaceutique ou de l'industrie pharmaceutique en cours de validité .

B/ CAPACITES TECHNIQUES :

6- Attestations de bonne exécution délivrées par des services contractants publics.

C/ CAPACITES FINANCIERES :

7- bilans financiers des trois dernières Années visés par les services des impôts.

II/ L'offre technique contient :

1- Une déclaration à souscrire selon le modèle ci-joint remplie, signée, datée et cachetée.

2- un mémoire technique justificatif (et tout autre document) exigé suivant le modèle ci-joint rempli, signé, daté et cacheté (ce document non renseigné et /ou non signé, l'offre sera rejetée).

3- Une copie de l'exclusivité ou de représentation délivrée par le fabricant, traduite dans la langue de l'offre et dument visée par le consulat d'Algérie dans le pays concerné pour les représentants exclusifs.

4- Une copie de l'engagement solidaire fabricant / ou leurs représentants exclusifs /ou importateur

5- Fiches techniques détaillées et scientifique, les catalogue

6- Une lettre d'engagement sur les délais de livraison, cachetée et signée suivant le modèle en annexe

7- Une lettre d'engagement de reprise des produits périmés suivant le modèle en annexe

08- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

III/ L'offre Financière contient :

1. La lettre de soumission selon le modèle ci-joint remplie, signée, datée et cachetée

2. Le bordereau des prix unitaires (BPU) selon le modèle ci-joint ; remplie, signée, datée et cachetée

3. Le détail quantitatif et estimatif (DQE) selon le modèle ci-joint ; remplie, signée, datée et cachetée

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées conformément à l'article 13 du cahier des charges

Ces trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe anonyme, comportant la mention suivante :

Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales n°/.....
Acquisition des réactifs, consommables, dispositifs, kit de diagnostic médicaux pour les établissements de santé cadre compte spécial 138-302 fond de lutte contre le cancer en lots séparés (préciser le ou les lots)

« A N'ouvrir Que Par La Commission D'ouverture Des Plis Et D'évaluation Des Offres »

Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le contenu du présent cahier des charges est tenu d'adresser une demande d'éclaircissements au service contractant par écrit à la Direction de la santé et de la population de la wilaya d'ORAN À l'adresse suivante : Bd, Ahmed BENABDERREZAK ORAN.
Toute demande d'éclaircissements doit être formulée au moins dix (10) jours avant la date de dépôt des offres.

A rappeler que cet avis tient lieu d'invitation aux soumissionnaires pour assister à la réunion de la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres qui se tiendra le même jour de La date de dépôt des offres à 14 H00 à la salle de réunion de la direction de la sante et la population de la wilaya d'Oran .

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 110 jours à compter de la première parution dans la presse nationale ou le BOMOP du présent avis d'appel d'offres.

Dans le cas de l'entreprise attributaire d'un marché public, le délai de validité des offres est prorogé systématiquement d'un mois supplémentaire

LE DIRECTEUR DE LA SANTE
ET DE LA POPULATION

Venezuela-USA

Maduro appelle les réservistes, les miliciens et les jeunes aux casernes «pour apprendre à tirer»



Le président vénézuélien Nicolas Maduro a appelé les réservistes, les miliciens et les jeunes à se rendre samedi dans les casernes pour apprendre à tirer alors que les Etats-Unis ont déployé des navires de guerre dans les Caraïbes dans le cadre d'une opération antidrogue que M. Maduro considère comme une «menace».

«Samedi (...) le peuple, les communards, les miliciens, les réservistes et la jeunesse (...) aux casernes pour recevoir une formation et apprendre sur les champs de tir à tirer pour la défense de la patrie (...)», a déclaré vendredi soir Nicolas Maduro lors d'une cérémonie télévisée devant la jeunesse de son parti, le Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV). «Tous les Vénézuéliens qui se sont enrôlés et

sont réservistes et membres des milices se rendent dans les casernes militaires», a-t-il lancé quelques minutes après avoir dansé et chanté dans une ambiance festive.

«Nous sommes un peuple décent, joyeux, mais nous sommes un peuple de guerriers fiers (...) Nous avons le plus haut niveau de mobilisation, de préparation professionnelle», a-t-il poursuivi.

Il a appelé ces dernières semaines la population à s'enrôler dans la milice, un corps très politisé créé par le feu président Hugo Chavez, tout en annonçant le déploiement de 25.000 membres des forces armées aux frontières et un plan de défense. L'administration du président américain Donald Trump a déployé des forces militaires dans les Caraïbes au nom de la lutte contre les cartels de la drogue, provoquant de vi-

ves tensions avec le Venezuela. Après le déploiement récent de navires de guerre dans la région, Washington a annoncé renforcer sa présence militaire avec l'envoi de dix avions de combat furtifs F-35 à Porto Rico, territoire rattaché aux Etats-Unis.

Washington accuse le président vénézuélien Nicolas Maduro de diriger un réseau de narcotrafic et a récemment augmenté la prime pour sa capture à 50 millions de dollars.

La semaine dernière, Donald Trump a annoncé que les Etats-Unis avaient frappé un «bateau transportant de la drogue», tuant 11 «narcoterroristes». Il les a présentés comme des membres du Tren de Aragua, cartel vénézuélien implanté dans plusieurs pays et classé comme organisation terroriste par le président américain.

Pakistan

Douze soldats tués dans une embuscade

Au moins douze soldats ont été tués samedi dans une embuscade tendue par des talibans pakistanais, en pleine résurgence dans le nord-ouest du pays frontalier de l'Afghanistan, où les violences explosent.

«Vers 04H00 du matin, des assaillants postés des deux côtés de la route ont tiré à l'arme lourde sur un convoi de militaires et paramilitaires, 12 membres des forces de sécurité ont été tués», a dit à l'AFP un responsable de l'administration locale.

Un officier de sécurité posté dans la zone a confirmé le bilan et ajouté que les assaillants avaient saisi les armes du convoi.

Le Tehrik-e-Taliban (TTP), mouvement des talibans pakistanais, a revendiqué un «assaut très sophistiqué» ayant permis de «saisir dix mitrailleuses et un drone».

Il s'agit de l'une des attaques les plus meurtrières depuis des mois dans la province du Khyber-Pakhtunkhwa, où le TTP, principal groupe rebelle islamiste du pays établi dans les zones montagneuses tribales aux confins du Pakistan et de l'Afghanistan, retrouve des méthodes des années 2000.

Jeudi, selon d'autres responsables locaux, sept paramilitaires avaient déjà été tués dans la même province lors d'échanges de tirs avec des combattants du TTP, un mouvement formé au combat en Afghanistan et qui se réclame de la même idéologie que les talibans afghans.

Pour Islamabad, ce sont ces mêmes talibans



afghans, de retour au pouvoir à Kaboul depuis l'été 2021, qui favorisent cette résurgence. Le Pakistan accuse son voisin de ne pas déloger les groupes qui se servent de son sol comme base arrière pour l'attaquer.

Kaboul dément fermement et renvoie l'accusation à Islamabad, l'accusant d'aider des groupes «terroristes», notamment la branche régionale du groupe Etat islamique (EI).

Depuis plusieurs semaines, des habitants de différents districts du Khyber-Pakhtunkhwa assurent que sont apparues des inscriptions «TTP» sur des murs.

Ils disent redouter de replonger dans les années de violences extrémistes qui ont déchiré l'ouest du Pakistan après que Islamabad est devenu un allié clé

des Etats-Unis dans leur «guerre contre le terrorisme» à la suite des attentats du 11 septembre 2001.

Dans le même temps, affirmait récemment à l'AFP un haut fonctionnaire local, «le nombre de combattants et d'assauts du TTP a augmenté».

Depuis le 1er janvier, selon un décompte de l'AFP, près de 460 personnes, en majorité membres des forces de sécurité, ont été tuées dans des violences menées par des groupes armés en lutte contre l'Etat, au Khyber-Pakhtunkhwa comme dans la province voisine du Baloutchistan.

Le Pakistan a connu en 2024 son année la plus meurtrière en près d'une décennie avec plus de 1.600 morts dans ces violences.

Le président syrien par intérim

«La Syrie discute d'un accord de sécurité avec Israël»

Le président syrien par intérim, Ahmad al-Chareh, a indiqué vendredi que la Syrie menait des négociations avec Israël pour parvenir à un accord de sécurité qui permettrait à Israël de quitter les zones qu'il occupe depuis le renversement de Bachar al-Assad en décembre.

Au moment où des forces menées par des islamistes renversaient le régime de l'ex-président syrien Bachar al-Assad le 8 décembre dernier, Israël a déployé des troupes dans la zone tampon surveillée par l'ONU sur le plateau du Golan, qui sépare les forces israéliennes et syriennes depuis l'armistice qui a suivi la guerre arabo-israélienne de 1973.

Israël a depuis lancé des centaines de frappes aériennes contre des cibles militaires en Syrie et effectué des incursions dans le sud syrien. Les nouvelles autorités syriennes n'ont pas riposté.

«Nous sommes actuellement dans un état de négociations et de dialogue sur la question d'un accord de sécurité», a déclaré M. al-Chareh dans une interview à la chaîne de télévision publique Alekhbariah.

«Israël a considéré qu'avec la chute du régime, la Syrie avait quitté» l'accord de désengagement de 1974, «même si la Syrie, dès



le premier instant, a exprimé son engagement» envers cet accord, a-t-il dit.

«Maintenant, des négociations sont en cours sur un accord de sécurité pour ramener Israël là où il était avant le 8 décembre», a-t-il poursuivi.

Israël et la Syrie n'entretiennent pas de relations diplomatiques, les deux pays étant techniquement en guerre depuis 1948 et Damas n'ayant pas accepté l'occupation, puis

l'annexion, d'une partie du Golan par Israël.

Le mois dernier, les médias d'Etat syriens ont rapporté que le ministre syrien des Affaires étrangères Assaad al-Chaibani et son homologue israélien Ron Dermer s'étaient rencontrés à Paris pour discuter d'une désescalade et de la situation dans la province syrienne de Soueida, majoritairement druze, qui a été endeuillée par des violences intercommunautaires - Israël étant in-

tervenu pour soutenir les druzes. Egalement en août, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a indiqué qu'Israël était engagé dans des discussions visant à la démilitarisation du sud de la Syrie.

Durant l'interview, Ahmad al-Chareh a aussi révélé que ses forces avaient entamé des négociations secrètes avec la Russie, alliée clef de Bachar al-Assad, lors de l'offensive qui a finalement renversé le dictateur, au pouvoir depuis 2000.

«Lorsque nous avons atteint Hama lors de la bataille de libération, des négociations ont eu lieu entre nous et la Russie», a déclaré M. Chareh. Lorsque les islamistes sont arrivés à Homs, plus au sud, la Russie «est restée à l'écart du combat (...) dans le cadre d'un accord conclu entre nous», a-t-il précisé.

Il a également souligné que ses forces avaient évité d'attaquer la base aérienne russe de Hmeimim, sur la côte méditerranéenne syrienne.

La base navale russe de Tartous et Hmeimim sont les seuls avant-postes militaires officiels de Moscou en dehors de l'ex-Union soviétique.

Bachar al-Assad s'est enfui de Hmeimim pour la Russie.

Doha bombardée : vers une recomposition géopolitique arabe inévitable

Par Salah Lakoues

L'agression israélienne contre la capitale qatarie dépasse le cadre d'un simple acte militaire. Elle révèle la fragilité stratégique de la région et l'incapacité des pays arabes à peser collectivement sur la scène internationale. Entre l'ombre du double jeu américain, les calculs de puissance israéliens et les fractures internes au monde arabe, cet événement sonne comme un rappel brutal : seule une unité géopolitique arabe cohérente, fondée sur l'intégration économique et la mobilisation des sociétés civiles, peut transformer la vulnérabilité en souveraineté et redessiner les équilibres du Moyen-Orient.

Les pays du Golfe doivent réaliser que le projet d'Israël n'est pas de coexister pacifiquement avec eux, mais de les dominer stratégiquement, en étant un instrument des États-Unis dans la région.

Israël, pion des États-Unis au Moyen-Orient. Le narratif occidental présente Israël comme un petit État puissant qui domine la région par sa seule force. Or, en réalité, Israël agit essentiellement comme un pion des États-Unis, qui orchestrent la politique régionale à travers lui. Toutes les opérations militaires majeures, y compris les agressions au Moyen-Orient, sont souvent décidées ou coordonnées par Washington, Israël se contentant d'exécuter ces plans, notamment pour contenir l'Iran et affaiblir les acteurs non-alignés sur la stratégie américaine.

FACTEURS ENCOURAGEANT LA DOMINATION PLUTÔT QUE LA PAIX

Le projet américano-israélien de « remodelage » du Moyen-Orient vise à établir un ordre régional centré sur Israël, marginalisant l'Iran et les forces palestiniennes. Cette stratégie implique la répression des aspirations arabes à la souveraineté, sous couvert de lutte contre le terrorisme et normalisation diplomatique.

Plusieurs pays du Golfe, notamment les Émirats arabes unis, et Bahreïn, ont entamé une normalisation avec Israël, souvent sous la pression américaine, dans l'espoir de contenir l'influence iranienne et bénéficier d'une protection américaine renforcée. Mais cette normalisation ne garantit pas la fin des tensions ni un vrai respect des intérêts arabes.

CONSÉQUENCES POUR LES PAYS DU GOLFE

Cette situation met les pays du Golfe face à un dilemme stratégique : accepter de devenir des vassaux dans un nouvel ordre régional dominé par Israël et les États-Unis, ou chercher à diversifier leurs alliances, renforcer leur autonomie politique et économique, et former un bloc arabe uni.

L'attaque israélienne inédite au Qatar, avec le soutien américain, illustre la brutalité exercée pour maintenir cette domination et rappelle aux pays arabes que toute dépendance à la protection américaine via Israël les rend vulnérables à des manœuvres politiques et militaires lourdes d'impacts.

NÉCESSITÉ D'UNE PRISE DE CONSCIENCE ET DE RÉSISTANCE

Les pays du Golfe doivent rejeter le récit occidental qui glorifie Israël et nie la réalité du jeu américain dans la région. Une prise de conscience collective est essentielle pour :

Ne pas céder à la division interne entretenue par la politique de domination israélo-américaine.

Construire une stratégie indépendante fondée sur le développement économique, l'intégration régionale, et une politique étrangère multipolaire.

Refuser d'être des pions dans la stratégie

américaine et promouvoir un ordre régional fondé sur le respect mutuel et la souveraineté.

Notre analyse met en lumière la complexité et la profondeur des enjeux géopolitiques actuels au Moyen-Orient et souligne la nécessité pour les pays arabes d'adopter une posture ferme et stratégique face aux ambitions israélo-américaines.

Notre approche met très bien en évidence le double piège que la stratégie Trump-Netanyahu tente d'imposer : d'un côté, le piège narratif (Israël présenté comme une puissance « invincible »), et de l'autre, le piège structurel (la dépendance économique et militaire des pays arabes à l'Occident). On peut approfondir ce raisonnement autour de trois dimensions :

LE PIÈGE NARRATIF ET PSYCHOLOGIQUE

Les médias occidentaux amplifient l'image d'Israël « petite mais victorieuse », créant une forme de résignation ou d'humiliation dans l'opinion publique arabe.

En réalité, Israël ne pourrait maintenir une telle posture sans le soutien logistique, militaire, diplomatique et financier massif des États-Unis.

Cette illusion sert à décourager toute contestation collective arabe et à justifier les normalisations imposées comme des fatalités.

LE PIÈGE STRUCTUREL DE LA DÉPENDANCE

L'économie de rente pétrolière et gazière rend de nombreux pays arabes vulnérables aux pressions américaines et européennes (embargos, sanctions, conditionnalités financières).

La dépendance militaire (achats d'armes américaines et occidentales) enferme la région dans une spirale où l'argent du pétrole revient presque intégralement vers l'industrie militaire américaine.

Tant que cette dépendance persiste, les pays arabes restent exposés au chantage géopolitique, incapables de bâtir une politique souveraine.

LA VOIE D'ÉMANCIPATION : MULTIPOLARITÉ ET DÉVELOPPEMENT AUTONOME

Multipolarité : renforcer les liens avec la Chine, l'Inde, la Russie, l'Union africaine, et les BRICS+, pour réduire le monopole occidental sur la région.

Développement économique interne : investir dans l'agriculture moderne, l'eau, l'énergie renouvelable, l'industrie locale et la technologie. Ces choix permettent de créer une résilience économique indépendante.

Unité régionale : dépasser les rivalités internes pour bâtir une coopération arabe réelle (infrastructures, commerce intra-régional, projets technologiques partagés). Sans cette unité, les puissances extérieures continueront à exploiter la fragmentation.

Les preuves historiques du rôle d'Israël comme proxy américain au Moyen-Orient sont multiples et bien documentées :

Soutien militaire et stratégique depuis les années 1960

Dès les années 1960, les États-Unis ont commencé à fournir une aide militaire importante à Israël. Par exemple, en 1962 le président Kennedy autorisa la vente de missiles Hawk à Israël, malgré un précédent embargo décrété par Eisenhower. Ce soutien s'est intensifié sous Lyndon B. Johnson, notamment avant la Guerre des Six Jours en 1967, qui dota Israël d'un net avantage militaire sur ses voisins. Johnson est ainsi considéré comme le père de l'alliance militaire américano-israélienne, qui s'est développée en une industrie



lucrative pour l'économie américaine.

Israël reçoit la plus grande assistance militaire américaine hors OTAN, avec des programmes conjoints de recherche et développement, ce qui montre une coopération étroite sur le plan stratégique et technologique.

INFLUENCE POLITIQUE ET LOBBYING

Le lobby pro-israélien aux États-Unis, notamment AIPAC, joue un rôle crucial dans l'orientation de la politique américaine au Moyen-Orient, agissant comme une courroie de transmission pour les intérêts israéliens, notamment par la préparation de projets de loi au Congrès et des échanges d'informations entre les gouvernements israéliens et américains.

De nombreuses tensions ont marqué cette relation, notamment lors de désaccords sur la politique israélienne en matière de colonies ou de conflits régionaux, mais le soutien financier et militaire est resté massif et quasi inconditionnel, attestant d'une position privilégiée d'Israël pour défendre des intérêts américains indirectement.

RÔLE OPÉRATIONNEL ET D'ESPIONNAGE

Israël est aussi impliqué dans l'espionnage et le renseignement, coopérant avec les services américains pour cibler des pays et des zones clés au Moyen-Orient, Nord de l'Afrique et Asie. L'affaire Jonathan Pollard illustre l'existence d'un réseau d'espionnage israélien au sein des États-Unis, ce qui montre la profondeur des liens mais aussi les enjeux complexes.

STRATÉGIE GÉOPOLITIQUE

Israël sert d'élément avancé pour contrer l'influence d'acteurs régionaux tels que l'Iran, ou d'autres groupes hostiles aux intérêts américains. Cette fonction de relais ou mandataire permet aux États-Unis de mener une politique d'influence indirecte tout en limitant leur engagement direct sur le terrain.

En somme, de la vente d'armes et de technologies à la coordination politique et de renseignement, Israël a historiquement joué le rôle d'un proxy clé pour les intérêts américains au Moyen-Orient, agissant comme un partenaire militaire, politique et stratégique pour assurer la dominance américaine dans la région.

CONCLUSION STRATÉGIQUE

La véritable bataille au Moyen-Orient n'est pas uniquement militaire : elle est psychologique, économique et géopolitique.

Israël sert de paravent narratif pour masquer la domination américaine.

La faiblesse arabe ne réside pas dans une supposée infériorité militaire, mais dans la dépendance économique et la désunion politique.

Briser ce cycle exige une vision multipolai-

re, un modèle de développement autonome et une unité régionale réelle.

C'est dans cette direction que se dessine l'unique issue pour les peuples arabes : récupérer leur souveraineté et leur dignité, au lieu de se laisser enfermer dans le récit imposé par Washington et Tel-Aviv.

LE MOYEN-ORIENT FACE AU PIÈGE NARRATIF DE TRUMP ET NETANYAHU - LA VOIE DE LA SOUVERAINÉTÉ

Face à une mise en scène géopolitique qui présente un « axe » américano-israélien comme une fatalité, les pays arabes ne doivent pas céder au récit de la résignation. La vraie réponse est collective : reconstruire la souveraineté économique, diplomatique et régionale pour écrire leur propre avenir.

Le paysage du Moyen-Orient est trop souvent réduit à une scène où la loi du plus fort dicte l'histoire. Aujourd'hui, une nouvelle mise en scène - venue de Washington et de Tel-Aviv - voudrait imposer un schéma simple et terrifiant : d'un côté, un bloc américano-israélien omnipotent ; de l'autre, un monde arabe fragmenté et impuissant. Ce récit n'est pas neutre : il est construit pour produire l'obéissance politique et la démission stratégique.

Ce récit manichéen est un leurre. Il cherche à masquer une réalité plus nuancée et, surtout, à normaliser une dépendance. Présenter Israël comme une puissance autonome, inéluctable, revient à occulter le rôle central du parapluie stratégique américain - renseignements, capacités logistiques, soutien diplomatique - qui conditionne largement la marge de manœuvre réelle. Pour Washington comme pour Tel-Aviv, ce récit sert un double objectif : légitimer des actions de court terme et installer durablement un ordre régional favorable à leurs intérêts.

Accepter cette fiction, c'est accepter d'être spectateur d'une pièce dont on n'a pas écrit le script. Refuser, en revanche, ne se limite pas à la dénonciation. Il faut proposer une stratégie concrète, un projet d'émancipation qui transforme la colère en capacité d'action. Ce projet repose sur trois chantiers prioritaires.

LIBÉRATION ÉCONOMIQUE PAR LA DIVERSIFICATION

La rente fossile a permis des progrès, mais elle a aussi verrouillé des modèles de dépendance. La sortie de ce piège exige une ambition industrielle et sociale : investir massivement dans l'éducation, la recherche, les technologies propres et la dessalination ; soutenir l'entrepreneuriat des jeunes ; transformer les villes et les zones rurales en pôles d'innovation. Une stratégie panarabe de transition énergétique - solaire, stockage, dessalement durable - peut créer emplois, souveraineté et valeur ajoutée locale. Il ne s'agit pas d'un vœu pieux : c'est une nécessité stratégique pour réduire les leviers de pression externes.

Suite en page 7

Doha bombardée : vers une recomposition géopolitique arabe inévitable

Suite de la page 6

AVÈNEMENT D'UN MULTILATÉRALISME ACTIF

La fin de l'ère unipolaire ouvre des marges de manœuvre. Les États arabes doivent diversifier leurs partenariats - Chine, Inde, Union africaine, pays d'Asie du Sud-Est, et acteurs régionaux - non pour remplacer une dépendance par une autre, mais pour exploiter la concurrence diplomatique et économique en faveur de leurs intérêts. Jouer la carte d'un multilatéralisme actif, fondé sur des échanges mutuellement avantageux, permet d'accroître la capacité de négociation et d'éviter l'enfermement sous ultimatums extérieurs.

RÉINVENTION DE L'UNITÉ RÉGIONALE

C'est le chantier le plus ardu mais aussi le plus décisif. Les divisions internes (idéologiques, confessionnelles, institutionnelles) ne disparaîtront pas du jour au lendemain ; elles peuvent néanmoins être subordonnées à un agenda commun de sécurité, de développement et de diplomatie. Concrètement : une zone de libre-échange régionale ambitieuse, des infrastructures logistiques intégrées, une diplomatie coordonnée sur les dossiers majeurs - Palestine, Libye, Sahel - et des mécanismes de sécurité collective adaptés aux menaces contemporaines. Parler d'une seule voix ne signifie pas effacer les différences, mais les canaliser au service d'un intérêt stratégique partagé.

LA DIGNITÉ PAR LA SOUVERAINETÉ - UNE PERSPECTIVE POLITIQUE

Le projet porté depuis Washington et Tel-Aviv est souvent une stratégie courte - fondée sur des gains tactiques et la manipulation de l'opinion. Il génère instabilité et ressentiment à long terme. À l'inverse, la souveraineté que nous plaçons ici est lente à bâtir mais durable : elle repose sur des institutions, des stratégies économiques et des alliances choisies, non subies.

La reprise en main du destin régional demande du temps, de la volonté politique et une imagination stratégique à la hauteur des enjeux. Elle demande aussi des sociétés civiles fortes, des médias indépendants, des universités et des entreprises prêtes à innover. Les dirigeants peuvent initier ces transformations - mais sans l'adhésion des peuples, aucun programme de souveraineté ne tiendra.

Le piège narratif fonctionne tant que l'on continue de croire qu'il n'existe qu'un choix binaire entre soumission et confrontation. Il existe une troisième voie : la construction patiente d'une autonomie politique et économique qui restitue aux peuples arabes la dignité de décider. Ce chemin est difficile, mais il est le seul qui puisse conduire à une paix durable et respectueuse de la région.

Les atouts clés qui permettent de réussir l'approche d'une union douanière arabe sont nombreux et s'appuient sur des forces économiques, géographiques et humaines propres à la région, ainsi que sur les bénéfices attendus à court et long terme :

ATOUS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX

Grand marché régional : La région arabe forme un espace économique regroupant plus de 400 millions d'habitants, offrant un potentiel important de consommation et d'échanges intrarégionaux.

Diversité économique : La complémentarité des ressources naturelles (énergie, agriculture), des industries et des services entre pays favorise la création de chaînes de valeur régionales intégrées.



Réduction des coûts : L'union douanière réduit les coûts liés aux droits de douane, aux formalités commerciales et aux barrières non tarifaires, améliorant la compétitivité des acteurs économiques.

ATOUS STRUCTURELS

Langue et culture communes : Le partage de la langue arabe et de nombreux aspects culturels facilite la communication et les échanges, un avantage important pour la coordination politique et économique.

Proximité géographique : La faible distance entre pays permet de bénéficier d'infrastructures de transport moins coûteuses, optimisant la circulation des biens et services.

Infrastructures existantes à renforcer : Ports, aéroports, corridors terrestres déjà en place peuvent être connectés et modernisés pour fluidifier le commerce régional.

ATOUS INSTITUTIONNELS ET STRATÉGIQUES

Expériences préalables : L'existence de dispositifs comme la Grande Zone Arabe de Libre-Échange (GAFTA) offre une base juridique et opérationnelle à développer.

Volonté politique croissante : Malgré les tensions, des initiatives récentes indiquent une volonté accrue des pays arabes pour une coopération économique plus étroite.

Potentiel d'attractivité pour les investissements : Une zone intégrée attire davantage les investisseurs étrangers recherchant une large base commune sans barrières tarifaires ni réglementaires.

ATOUS SOCIAUX ET HUMAINS

Jeunesse active et diplômée : La population jeune et souvent diplômée des pays arabes constitue un vivier de talents pour soutenir les secteurs innovants et technologiques dans le cadre d'une intégration économique.

Emigration et diaspora : Un réseau de diasporas arabes peut soutenir les échanges commerciaux, les investissements et le transfert de technologies.

Ces atouts naturels, culturels, économiques et institutionnels, s'ils sont bien mobilisés et coordonnés, constituent un socle solide pour réussir l'union douanière arabe. Ils offrent une opportunité majeure de stimuler la croissance, la diversification économique régionale et de renforcer la souveraineté politique et économique des pays arabes sur la scène mondiale.

Si besoin, une synthèse détaillée peut être fournie sur les leviers à amplifier pour capitaliser sur ces atouts. Les atouts pour réussir l'approche d'une union douanière entre pays arabes sont notamment :

Un grand marché régional de plus de 400 millions d'habitants, offrant un potentiel im-

portant de consommation et d'échanges intra-régionaux.

La diversité des économies arabes, avec des ressources naturelles complémentaires et des secteurs industriels et de services variés, favorisant la création de chaînes de valeur régionales intégrées.

La réduction des coûts liés aux droits de douane, formalités commerciales et barrières non tarifaires, augmentant la compétitivité des économies locales.

Une langue commune (l'arabe) et des facteurs culturels partagés, facilitant la communication et la coopération régionale.

La proximité géographique qui permet d'optimiser les infrastructures de transport pour un commerce plus fluide.

L'expérience préalable avec la Grande Zone Arabe de Libre-Échange (GAFTA) qui offre une base légale et opérationnelle pour avancer vers l'union douanière.

La jeunesse nombreuse et souvent diplômée dans la région, qui peut soutenir le développement de secteurs innovants intégrés dans une économie régionalisée.

La volonté politique croissante malgré les défis historiques, qui peut être un moteur de l'intégration.

La possibilité d'attirer des investissements étrangers plus importants grâce à la création d'un grand espace économique intégré.

Ces atouts combinés donnent une base solide pour le succès de l'union douanière arabe, avec des bénéfices économiques, sociaux et politiques importants à la clé.

MANIFESTE POUR L'INTÉGRATION ARABE

L'unité, la souveraineté et la jeunesse comme horizon

L'heure n'est plus aux illusions. Les peuples arabes voient clair : derrière chaque promesse américaine se cache une division, derrière chaque médiation israélienne se cache une domination. Les élites arabes n'ont plus le droit à l'erreur. Dans un monde où les blocs se forment et s'affirment, rester fragmentés revient à disparaître de l'histoire.

SORTIR DU PIÈGE DES CRITIQUES STÉRILES

La priorité absolue, aujourd'hui, est simple : les élites politiques arabes doivent cesser de se critiquer et de s'affaiblir mutuellement.

Chaque attaque médiatique, chaque querelle diplomatique, chaque rivalité inutile est une victoire offerte sur un plateau à Israël et à ses parrains américains.

Il ne s'agit pas de nier nos différences, mais de les gérer avec intelligence. Un narratif nouveau doit émerger : non pas celui des divisions et des rancunes, mais celui de la construction commune.

UN NARRATIF INTELLIGENT ET MOBILISATEUR

Le monde arabe a besoin d'un langage politique nouveau, capable de rallier les peuples au lieu de les diviser. Ce narratif doit :

Mettre en avant l'idée que notre destin est lié - Maghreb, Machrek, Golfe.

Redonner confiance en la force collective arabe, au lieu de cultiver la peur de l'autre.

Défendre une vision de l'avenir fondée sur la souveraineté économique, l'indépendance énergétique et la justice sociale.

Faire de la Palestine le cœur symbolique de cette unité, non comme un fardeau, mais comme un moteur de dignité et de mobilisation.

Ce narratif doit être pédagogique, stratégique et inspirant : il doit transformer la frustration en espoir et l'humiliation en puissance.

MOBILISER LA JEUNESSE : LE VRAI CAPITAL ARABE

Nous ne devons jamais l'oublier : plus de la moitié de la population arabe a moins de 30 ans. Cette jeunesse est à la fois notre plus grand atout et notre plus grand risque. Si elle est abandonnée au chômage, à l'exil ou au désespoir, elle deviendra une bombe à retardement. Mais si elle est intégrée dans un projet collectif, elle deviendra une force historique de transformation.

L'intégration arabe doit être présentée comme une aventure pour la jeunesse :

Un marché de 400 millions de consommateurs où elle pourra créer et innover ;
Un espace culturel unifié où l'identité arabe sera célébrée et modernisée ;
Une arène politique où les jeunes ne seront plus spectateurs, mais acteurs.

La jeunesse arabe n'attend pas des slogans creux, elle attend un projet crédible, une vision claire et des leaders courageux.

L'INTÉGRATION COMME ACTE DE RÉSISTANCE ET DE RENAISSANCE

Face au double jeu de Trump, face aux Accords d'Abraham qui nous fragmentent, face aux occupations militaires et économiques, l'intégration arabe est un acte de résistance. Mais elle est aussi plus que cela : elle est une renaissance, une chance unique de transformer nos ressources, notre géographie et notre culture commune en puissance.

Nous ne pouvons plus attendre que d'autres écrivent notre histoire. C'est à nous de prendre la plume, et c'est à nos élites d'avoir le courage de tracer un horizon commun.

APPEL FINAL

Aux élites arabes, nous disons : arrêtez les critiques stériles, adoptez un narratif intelligent, mobilisez la jeunesse.

Aux peuples arabes, nous disons : l'unité n'est pas un rêve, c'est une responsabilité.

À la jeunesse, nous disons : vous êtes les bâtisseurs d'un avenir souverain, prenez la place qui vous revient.

Le temps des divisions est terminé. Le temps de l'intégration a commencé. L'histoire nous regarde : ne laissons pas passer ce rendez-vous.

Salah Lakoues

Sa livraison en totalité prévue fin 2026 Toutes voiles dehors pour achever le projet d'extension du port d'Arzew Dans la dernière ligne droite, les entreprises à l'œuvre au niveau du chantier d'extension du port d'Arzew mettent toutes voiles dehors pour livrer le projet dans son intégralité avant la fin d'année en cours.

Houari Saaïdia

Un vrai contre-la-montre est en effet engagé de puis quelque temps pour mener à bon port les travaux d'extension et de modernisation de cette infrastructure avant l'échéance fixée. Qualifié de stratégique, le projet d'extension du port d'Arzew figure en bonne place dans le programme national de développement et de modernisation des ports. Visant à dynamiser davantage le trafic des marchandises dans ce port et à améliorer la qualité des services offerts, tout en encourageant la promotion des exportations hors hydrocarbures, ce projet a fait l'objet, fin juin dernier, d'instructions fermes données par le ministre des Transports, Saïd Sayoud, pour « l'accélération du rythme des travaux », assorties de la décision de mise en place d'une « cellule spéciale de suivi, d'inspection et de coordination ». Selon des sources bien informées, le retard accusé dans ce chantier, livrable par sections successives, est en grande partie à l'origine de ces directives, notifiées lors d'une séance de travail, tenue au siège du ministère à Alger, consacrée principalement à un exposé sur l'état d'avancement de ce projet, dont l'un des objectifs à terme est de faire du port d'Arzew « une plateforme pour le transport maritime, notamment pour l'exportation de produits énergétiques et transformés en Afrique et en Méditerranée ». Il faut noter que déjà lorsqu'il était wali d'Oran, M. Sayoud accordait un intérêt tout particulier à ce chantier, qu'il vantait sans cesse la consistance et les retombées non sans manquer pour autant d'y déployer plus d'une fois une certaine lourdeur dans l'exécution et, par voie de conséquence, un glissement dans le planning. A l'évidence, avec les plus larges prérogatives que lui confère le poste de premier responsable du secteur, M. Sayoud ne devait plus se contenter des mises au point, ni des mises en demeure non plus, mais avait lui-même l'obligation de résultat, c'est-à-dire faire respecter les échéances d'exécution et d'exploitation assignées à ce projet sectoriel

centralisé. A cet égard, la cellule mise en place a, entre autres missions, le rôle de « la coordination entre tous les intervenants afin d'assurer un meilleur dynamisme et une efficacité dans la réalisation des travaux de ce projet devant permettre l'augmentation et la valorisation des capacités opérationnelles du port d'Arzew ». Une infrastructure portuaire qui compte aujourd'hui parmi les plus importantes du pays, en termes de flux logistique et de retombées économiques, mais qui a été trop longtemps délaissée et livrée à des aléas de gestion et d'exploitation et à des contraintes exogènes bien éloignées des critères de rendement et de modernité. Fort heureusement, depuis ces quelques dernières années, les initiatives se multiplient, s'inscrivant dans une nouvelle vision stratégique du choix et des impacts de l'investissement productif, et de promouvoir des exportations hors hydrocarbures. L'ensemble du projet étant prévu pour fin 2026, la livraison et la mise en service se fera par phases. Le premier compartiment devait être réceptionné à la fin du mois de juillet en cours, la deuxième section à la fin de l'année 2025. Les travaux incluent la construction d'un nouveau quai commercial de 1.200 mètres de long et près de 14 mètres de profondeur et couvrant une superficie de 52 hectares. Il comprendra au total quatre sites destinés à l'exportation d'urée et de divers produits en acier, ainsi qu'au traitement des containers avec une capacité de 500.000 tonnes par an et un autre site pour la réparation des navires.

LE PLUS GRAND CHANTIER NAVAL DU PAYS

Ce projet est à même d'atténuer la tension sur le port qui ne cesse de connaître une dynamique de trafic de marchandises hors hydrocarbures, à l'instar de l'urée, le fer, le ciment, le gypse, le bois, outre la résorption de plusieurs effets collatéraux tel que le stationnement prolongé et fort contraignant des camions au port et le long de la façade maritime d'Arzew. L'étude prévoit la mise en place

de 6 postes à quai : 3 pour les hydrocarbures et 3 pour les marchandises diverses, notamment les solides, avec des tirants d'eau de 14 m. Le futur bassin est projeté à côté de la jetée secondaire. Outre les complexes qui étaient alors en phase d'étude ou de réalisation, la nouvelle configuration de l'enceinte portuaire du port d'Arzew devait prendre en charge d'autres exportations, dont celle résultant du projet initié dans le cadre du partenariat Sonatrach/Total, le complexe de vapocraquage d'éthane et le projet de méga-train de GNL d'Arzew. Autant de projets qui rendent nécessaire cette extension, laquelle se traduirait par 25 ha en superficie d'entreposage et de stockage. Le projet est supervisé par l'Entreprise nationale de construction et de réparation navale (ERENAV) et les travaux sont confiés à un groupement algéro-chinois (Cosider et Meditram-Shac) pour un délai n'excédant pas 39 mois, à compter de mai 2023, pour une enveloppe de 45 milliards DA. De dimension internationale, s'étalant sur plus de 5 hectares avec ses huit ateliers de réparation et de construction, équipé d'un nouveau dock d'une capacité de levage de 20.000 tonnes, le chantier naval d'Arzew en voie d'achèvement va supplanter celui de Bejaïa pour devenir carrément le N°1 du pays. Au sommet de l'échelle d'un ambitieux plan de déploiement de plusieurs unités du genre, lancé par l'Erenav, le chantier naval d'Arzew a nécessité à lui seul un investissement de 20 milliards de DA. Doté de tous les équipements nécessaires, soit une autonomie de 100% en moyens et logistiques, ce chantier naval est conçu également pour être une station-pivot qui traitera autant avec les entreprises maritimes étatiques et privées, en matière de réparation de bateaux, qu'avec des pays étrangers. Il était prévu dans un premier temps que la structure du chantier naval d'Arzew consacrée aux activités de réparation et de maintenance devait être livrée en novembre 2024, mais ce délai a été largement dépassé. Quant au compartiment spécialisé dans la fabrication navale, il devait être fin prêt avant fin 2025.

Oued Tlélât

Remise des clés aux bénéficiaires de 293 logements sociaux

J.Boukraa

La wilaya d'Oran connaît depuis quelques années une remarquable dynamique dans le domaine du logement, traduisant les efforts constants de l'État en faveur de l'amélioration du cadre de vie des citoyens et de la réduction du déficit en habitations. Cette politique s'inscrit dans le cadre des instructions du président de la République et des programmes publics mis en œuvre par les pouvoirs publics, avec une attention particulière portée aux segments les plus sensibles, notamment le logement public locatif (LPL), qui répond directement aux attentes des familles à revenus modestes.

Dans ce contexte, l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) d'Oran organise aujourd'hui dimanche une opération de remise des clés au profit de bénéficiaires du programme de 293 logements publics locatifs (LPL) situés dans la commune de Oued Tlélât. Selon l'OPGI l'opération se déroule au niveau du site du nouveau groupement urbain.

Cette étape, tant attendue par les familles bénéficiaires, marque l'aboutissement d'un long processus de réalisation, d'attribution et de suivi administratif, et constitue un moment de joie et de soulagement pour de nombreux ménages. L'OPGI tient à rappeler que

la remise des clés se fera exclusivement sur présentation de la carte nationale d'identité du bénéficiaire (ou de la bénéficiaire), et appelle chacun à se conformer scrupuleusement aux procédures établies afin de garantir le bon déroulement de cette opération.

Par ailleurs, il est important de signaler qu'en parallèle, jeudi 11 septembre, une autre cérémonie de remise des clés a eu lieu cette fois au profit des bénéficiaires de 150 logements publics locatifs dans la localité de Hassiane Toulal. Cet événement vient conforter la cadence soutenue de livraison des projets de logements dans la wilaya, illustrant ainsi la volonté des pouvoirs publics de répondre concrètement et rapidement aux besoins pressants de la population. Ces opérations successives traduisent la vision stratégique déployée depuis plusieurs années par les pouvoirs publics pour faire de la wilaya d'Oran un pôle urbain en pleine expansion, doté d'infrastructures modernes et inclusives.

Dans ce même esprit, l'OPGI invite l'ensemble des bénéficiaires à préserver les parties communes. Le respect de ces biens collectifs est essentiel pour garantir un cadre de vie harmonieux, propre et agréable à toutes les familles. La préservation de ces équipements relève de la responsabilité partagée et reflète le civisme et la solidarité qui doivent caractériser les nouvelles cités d'habitation.

Hassi Benokba

Le centre d'enfouissement technique bientôt livré



K. Assia

Le projet de réalisation d'un centre d'enfouissement technique à Hassi Benokba dans la daïra de Bir El Djir sera bientôt réceptionné. Lors d'une visite sur site, le wali d'Oran M. Samir Chibani qui était accompagné du responsable chargé de la gestion des centres d'enfouissement, des chefs de daïra d'Arzew et de Bir El Djir, des cadres de la wilaya, des directeurs de l'environnement et des travaux publics et du maire d'Arzew a mis l'accent sur l'impact de ce projet de sorte qu'il sera prochainement mis en exploitation pour le traitement des déchets inertes, une solution efficace pour la préservation de l'environnement notamment pour toute cette zone ouest d'Oran. Par ailleurs, d'importants projets hydriques sont lancés et ont été inspectés il y a quelques jours par le chef de l'exécutif et les responsables du secteur des ressources en eau. Une visite qui a permis de s'enquérir du taux d'avancement de ces projets d'utilité publique et d'insister sur le suivi permanent des travaux et aussi sur le respect de leur livraison.

Selon la cellule de la communication de la wilaya, il s'agit de la réalisation d'une station de traitement des eaux usées à Mers El Kébir. Le projet va permettre le traitement de 5.000 m³/jour d'eaux usées ce qui contribuera à l'amélioration de l'environnement, la santé publique en évitant la transmission des maladies hydriques. Il protégera aussi la côte de Mers El Kébir de la pollution et les eaux épurées

seront réutilisées dans l'agriculture à la grande joie des fellahs de la région. Le deuxième point inspecté est celui de la station de traitement des eaux au niveau de la cité 1.600 logements de Sidi El Bachir. Un projet ambitieux qui consistera en la réalisation d'une station d'épuration des eaux usées et aussi portera sur l'aménagement et l'extension de la station de relevage au niveau de ce site situé dans la commune de Bir El Djir. Le projet va permettre selon les explications fournies sur le terrain au raccordement du réseau d'assainissement des eaux usées de la cité 1.800 logements à la station de relevage à Haï 1.600 logement et la station d'assainissement des eaux pluviales de Sidi el Bachir. Ainsi, le but est de mettre un terme aux débordements des eaux usées à la cité 1.600 logements, un véritable calvaire pour la population de sorte qu'un délai de trois mois a été fixé pour sa réalisation et sa réception.

D'autre part, des travaux d'entretien de la canalisation des eaux usées à proximité du chemin de fer à Hassi Ameur sont lancés et devront cibler une distance de 400 mètres linéaires avec pour objectif de préserver la ligne ferroviaire de tout débordement des eaux usées.

D'autre part, un projet de réalisation d'une station de traitement des eaux usées est lancé à Gdyl. Celui-ci supervisé par l'office national de l'assainissement va protéger le lac Têlamine du déversement des eaux usées et les eaux traitées seront utilisées dans l'agriculture à raison de 50.000 m³/jour.

Suite à l'exploitation d'une vidéo Les auteurs du vol avec violence écroués

K.Assia

Les éléments de la 8^{ème} sûreté urbaine en collaboration avec ceux de la 17^{ème} sûreté urbaine sont parvenus à mettre la main sur les auteurs du vol avec violence dont a été victime un jeune de 22 ans.

En effet, l'enquête a été ouverte après l'exploitation d'une vidéo circulant sur les réseaux sociaux montrant

des individus en train de subtiliser les objets de leur victime sous la menace d'arme blanche.

Ainsi, les enquêteurs ont réussi à identifier les mis en cause et à les arrêter et à récupérer un montant de 8 millions de centimes, des documents administratifs et aussi une somme en devises de 90 euros appartenant à la victime. Ils ont été présentés au tribunal et écroués.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Boumaza AEK, 89 ans, Petit Lac
Krarga Kheïra, 91 ans, Eckmühl
Mazoued Med, 60 ans, Bir El Djir
Hamad Wiam, 15 ans, Chlef

Horaires des prières pour Oran et ses environs

21 rabie el aouel 1447				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
05h20	12h59	16h31	19h15	20h34



Naâma

Cinq nouveaux établissements scolaires en renfort

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Naâma sera renforcé par la réalisation de cinq nouveaux établissements scolaires dans le cadre du programme sectoriel pour l'année 2025, a-t-on appris jeudi auprès de la direction locale de l'éducation.

Il s'agit de quatre collèges de l'enseignement moyen (CEM) dans les cités de 700 logements ruraux et 2400 logements ruraux de la commune de Mecheria, le quartier 17 Octobre de la commune d'Aïn Sefra, ainsi que le quartier En-Nasr de la commune de Djeniene Bourzeg. Le secteur sera également doté d'un nouveau lycée d'une

capacité de 800 places pédagogiques dans la commune d'Asla, a précisé la même source. Par ailleurs, il est prévu également la réalisation de 22 salles de classe dans le cadre des extensions à travers cinq écoles primaires, a-t-on ajouté.

Le lancement des travaux de ces infrastructures scolaires est prévu avant la fin de l'année

en cours, dès l'achèvement des procédures administratives, pour une réception attendue à la fin de l'année 2026, selon la même direction.

La wilaya de Naâma compte un total de 253 établissements scolaires dans les trois cycles d'enseignement, dont 168 écoles primaires, 57 CEM et 28 lycées.

Attribution de 16 assiettes foncières dédiées à l'investissement

Le guichet unique décentralisé de Naâma a proposé une offre comprenant 16 assiettes foncières d'une superficie globale de plus de 10 hectares, destinées à la réalisation de projets d'investissement dans trois communes, ont indiqué samedi les services de la wilaya.

Ces assiettes sont situées dans le chef-lieu de wilaya ainsi que dans les communes de Mecheria et Aïn-Sefra, a précisé la même source, soulignant qu'elles relèvent du domaine privé de l'Etat et présentent, pour la plupart, un caractère urbain.

Elles sont destinées à divers projets tels que des établissements de santé publique, des structures hospitalières spécia-

lisées, des centres commerciaux, un hôtel, un complexe sportif, des crèches, ainsi que des activités industrielles, comme des entrepôts frigorifiques et des unités de fabrication de matériaux de construction.

Les investisseurs souhaitant bénéficier de ces assiettes foncières sont invités à accéder à la plateforme numérique de l'investisseur de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), afin de consulter l'offre disponible et de soumettre leurs demandes, indique-t-on.

Celles-ci seront ensuite étudiées de manière numérique, conformément aux dispositions du décret exécutif n 23-487 relatif aux conditions et modalités de l'octroi, convertible en

cession, du foncier économique destiné à la réalisation de projets d'investissement, a-t-on expliqué de même source.

La wilaya a rappelé, par ailleurs, qu'il a été décidé lors de la dernière réunion du Comité de wilaya de suivi et d'assainissement des projets d'investissement de Naâma, la résiliation de six (6) contrats de projets et la récupération de parcelles totalisant près de 4 hectares dans la zone d'activités de la commune de Mecheria.

Cette superficie de foncier industriel récupérée sera à nouveau mise à la disposition des investisseurs «sérieux» via la plateforme numérique de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, a-t-on ajouté.

Mascara

Plus de 8.100 postes d'emploi créés en huit mois

Un total de 8.124 postes d'emploi ont été créés dans la wilaya de Mascara depuis le début de l'année en cours jusqu'à fin août dernier, a annoncé, jeudi, le wali Fouad Aïssi.

M. Aïssi a précisé, lors d'une rencontre avec la presse consacrée à l'état du développement local dans la wilaya, que la création de ces emplois a été rendue possible grâce à l'entrée en exploitation de plusieurs unités de production réalisées dans le cadre de l'investissement privé.

"Le nombre de postes créés devra atteindre les 10.000 d'ici la fin de l'année, à la faveur de la mise en service prochaine de nouveaux projets d'investissement privés", a-t-il ajouté.

Le wali a souligné que les

autorités locales poursuivront leurs efforts pour maintenir la dynamique importante enregistrée dans la région en matière d'attraction des projets d'investissement privé.

Dans ce cadre, il a rappelé les actions en cours visant à assainir le foncier industriel à travers la récupération des assiettes non exploitées pour les attribuer à des "investisseurs sérieux", ainsi que la création de pôles industriels adaptés à la vocation économique de chaque zone de la wilaya. Par ailleurs, M. Aïssi a annoncé que la wilaya a bénéficié, récemment, de nouveaux projets portant sur le forage de quatre puits artésiens, ce qui contribuera à améliorer l'approvisionnement en eau potable.

Il a également fait savoir que les autorités locales, en coordination avec les responsables du secteur de l'hydraulique, poursuivent leurs efforts pour améliorer la distribution d'eau potable, notamment dans les communes de Mohammadia, Sig et Tighennif, à travers la mise en œuvre de plusieurs opérations, dont la réhabilitation des conduites et la réparation des fuites sur les réseaux de distribution.

En outre, les autorités locales ont lancé récemment, en coordination avec les services des daïras et des communes, un programme spécial visant à éradiquer le commerce informel, notamment dans les grandes villes de la wilaya telles que Mascara, Sig et Mohammadia.

Mostaganem

Un programme pour former des guides culturels

Ph.: Arch.

La direction de la Culture et des Arts de la wilaya de Mostaganem va lancer un programme de formation au métier de "guide culturel", indique un communiqué de cette institution.

Cette formation, qui vise à "valoriser l'action culturelle en tant qu'outil de promotion du développement économique et à encadrer les bases professionnelles de la pratique culturelle au niveau local", sera organisée en collaboration avec l'Université Abdelhamid Benbadis de Mostaganem, dans le cadre de la convention conclue entre les deux parties, précise le communiqué.

A cet effet, les deux partenaires ont tenu, récemment, une réunion au cours de laquelle ils ont convenu du contenu de cette formation, portant notamment sur les missions principales du guide culturel, les aptitudes de communication et d'interaction avec le public, l'animation culturelle, la capacité d'organisation et de gestion des manifestations

culturelles, la créativité artistique, le travail en équipe, entre autres, a-t-on souligné de même source.

La direction de la Culture et des Arts se chargera des aspects organisationnels de la formation, tandis que l'université, à travers son incubateur d'entreprises, assumera les volets technique et pédagogique.

Le programme, intitulé "Renforcement des compétences du guide culturel", sera lancé prochainement, selon la même source.

La première session de formation sera destinée aux chefs de services du secteur de la culture et des arts, avant d'être élargie ultérieurement aux porteurs de projets culturels susceptibles d'être concrétisés sur le terrain, ajoute le texte.

Les organisateurs visent à encourager les jeunes à créer des entreprises économiques actives dans le domaine culturel et à mettre en place un réseau de guides culturels aux niveaux local et régional, est-il encore souligné.

Saïda

Le projet d'aménagement de l'oued Tourba réceptionné avant la fin de l'année

Le projet d'aménagement de l'oued Tourba, dans la commune de Moulay-Larbi (wilaya de Saïda), visant à protéger la région contre les inondations, sera réceptionné "avant la fin de l'année en cours", a-t-on appris, jeudi, auprès des services de la wilaya.

La même source a précisé que le wali de Saïda, Amoumen Marmouri, a affirmé, lors de l'inspection, mercredi, de projets de développement dans la daïra d'Aïn El-Hadj, que le projet suscité permettra de protéger la zone de Moulay-Larbi contre le risque d'inondations, tout en éliminant les points noirs existants.

Le taux d'avancement des travaux de ce projet, qui traverse le centre du chef-lieu de la commune de Moulay-Larbi sur une distance de 900 mètres linéaires, est estimé à 48%, indique-t-on.

L'aménagement de l'oued, lancé au milieu de l'année dernière, consiste en la réalisation d'un canal en béton armé et la pose de conduites de 500 mm de diamè-

tre avec des branchements le long des berges de ce cours d'eau. Une enveloppe financière de plus de 164 millions DA a été mobilisée dans le cadre du programme de soutien au développement économique et social des communes pour la réalisation de ce projet. Par ailleurs, dans la commune de Sidi-Ahmed, le wali a inspecté deux projets d'extension d'une école primaire, "Bahloul El-Hadj", dans la localité de Bourached, ainsi que les travaux de réalisation d'un réseau d'assainissement au village d'Ouled Bouanani.

Dans la commune de Moulay Larbi, il a également supervisé les travaux de réhabilitation du chemin communal reliant la route nationale n 104 à la route de wilaya n 13, via la localité de Hassi El-Baylek, sur une distance de 4 km.

Le wali a enfin inspecté, dans la même commune, le chantier de réalisation d'un groupe scolaire au quartier "Ameziane" ainsi qu'une demi-pension au niveau du CEM "Becharaf Mammar".

Des comprimés psychotropes et du kif saisis

Les services de la Gendarmerie nationale (GN) ont saisi d'importantes quantités de comprimés psychotropes et de kif traité et plus de 60.000 DA de recettes provenant de ce trafic, a indiqué, vendredi, un communiqué des mêmes services.

L'opération a été menée grâce à l'exploitation d'informations parvenues au chef de la section régionale de la GN d'El Bordj, faisant état d'une importante quantité de comprimés psychotropes à l'intérieur d'un domicile

appartenant à un individu, et destinée à la vente illicite".

Après l'obtention d'un mandat de perquisition émis par le procureur de la République près le tribunal de Tighennif, les éléments de la section régionale se sont déplacés au domicile du suspect et à l'aide d'un duo cynotechnique spécialité stupéfiants, le domicile a été fouillé et l'opération s'est soldée par la saisie de 3.427 comprimés de type Prégabaline à 300 mg, de 24 comprimés psychotropes de

type Ecstasy, de 48 gr de kif traité, ainsi que d'un montant estimé à 68.000 DA provenant de ce trafic et des téléphones portables", détaille-t-on dans le communiqué.

Le mis en cause a été arrêté et sera présenté devant les juridictions compétentes, une fois l'enquête achevée, pour délit de "détention, de stockage et d'achat pour vente et livraison illicite de stupéfiants et de comprimés psychotropes", conclut le communiqué.

Bejaia

Le gisement de zinc et de plomb de Tala Hamza-Oued Amizour à l'ordre du jour



La secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargée des Mines, Mme Karima Tafer, a présidé une réunion de travail consacrée au projet d'exploitation du gisement de zinc et de plomb de Tala Hamza-Oued Amizour dans la wilaya de Bejaïa, en vue de réunir les conditions nécessaires à sa concrétisation, a indiqué vendredi un communiqué du ministère de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables.

La rencontre, tenue jeudi au siège de la wilaya de Bejaïa, s'est déroulée en présence du wali, Kamel-Eddine Kerbouche, du Président directeur général (PDG) du groupe Sonarem, Belkacem Soltani, du PDG de l'Entreprise nationale des produits miniers non ferreux et substances utiles (ENOF), et de la directrice générale de la société algéro-australienne, ainsi que des directeurs exécutifs concernés, en sus de représentants des autorités locales et des citoyens concernés par les opérations d'expropriation, a précisé la même source.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du "suivi continu de ce projet stratégique afin de réunir les con-

ditions nécessaires à sa concrétisation au service du développement local et de l'économie nationale", selon la même source.

La réunion a aussi constitué une opportunité pour les représentants de la société civile de "soulever leurs préoccupations, notamment celles liées aux indemnités dans le cadre de l'utilité publique pour les terrains concernés par l'expropriation", a ajouté la même source.

Les participants ont, en outre, évoqué "l'état d'avancement du projet et ses retombées socioéconomiques escomptées, tant pour la région que pour l'économie nationale, notamment sa contribution à la diversification de l'économie, à la réduction de la facture d'importation et à l'augmentation des revenus en devises".

Dans ce contexte, Mme Tafer a écouté les préoccupations et les revendications des habitants, et réaffirmé "l'engagement des pouvoirs publics à garantir leurs droits légitimes, et à les indemniser conformément aux procédures légales en vigueur, tout en prenant en considération l'ensemble des propositions afin

de les examiner dans un cadre qui garantit la réussite du projet, et concilie l'intérêt général et les droits individuels". La Secrétaire d'Etat a également salué "les efforts déployés par le wali de Bejaïa, et l'accompagnement permanent à ce projet, notamment après l'achèvement de la majorité des procédures administratives y afférentes", selon le communiqué.

De son côté, le wali de Bejaïa a donné des instructions aux organismes compétents, tels que la Direction du Trésor public, la Direction de la Réglementation et Affaires Générales (DRAG), et la Direction du Domaine national, afin de coordonner et d'accélérer les procédures d'indemnisation liées au projet.

L'accent a été mis sur "l'importance d'établir des mécanismes de suivi, pratiques et efficaces, garantissant la réalisation du projet dans les délais impartis, en toute transparence et équité, reflétant la forte volonté politique de mettre en œuvre de grands projets structurels, visant à réaliser le développement durable et à promouvoir l'industrie minière dans notre pays", note le communiqué.

Médéa

Plus de deux milliards de dinars pour la restauration et le transport scolaire



Une enveloppe financière de 2,2 milliards de DA a été consacrée à Médéa à la restauration et le transport scolaire, au titre de l'année scolaire 2025/2026, a-t-on appris, samedi, auprès de la direction locale de l'Education.

Cette dotation financière vise à garantir de meilleures conditions de scolarisation aux élèves, notamment ceux habitant dans les zones rurales, a-t-on indiqué.

Ainsi, un montant de 1,6 milliard de DA est réservé au volet restauration, ce qui permettra la prise en

charge de plus de 130.000 élèves scolarisés dans les établissements éducatifs du cycle primaire, sur un total de 151.000 élèves, soit un taux de couverture de 86%, a fait savoir la même source.

Quelque 680 écoles sur les 749 établissements du cycle primaire bénéficient de cette prestation, ce qui représente 90% des écoles opérationnelles à travers les 64 communes de la wilaya, a-t-on précisé.

En prévision de l'ouverture de ces cantines, prévue dès la première semaine de la rentrée scolaire, une ses-

sion de formation a été lancée récemment par les secteurs du commerce et de l'éducation pour le personnel affecté à ces structures du secteur de l'éducation, a-t-on signalé.

Par ailleurs, une enveloppe de 640 millions de DA a été débloquée pour le transport des élèves, notamment ceux issus des zones rurales, a indiqué la même source, précisant que 982 bus ont été mobilisés pour assurer le déplacement des élèves scolarisés vers les 577 établissements éducatifs de la wilaya couverts par ce parc roulant.

Constantine

Centre de télé-conduite des réseaux de distribution d'électricité, un apport considérable

Le Centre régional de télé-conduite des réseaux de distribution d'électricité relevant de la société Sonelgaz- Distribution à Constantine s'impose parmi les structures les plus modernes réalisées en vue d'optimiser la surveillance et l'exploitation des réseaux électriques à travers les wilayas de l'Est du pays et ce, grâce à l'adoption du système de supervision et de télécommande à distance (SCADA).

A ce propos, le directeur local de la distribution, Larbi Boukhatem, a précisé à l'APS que ce centre constitue "un levier technologique de pointe destiné à garantir une exploitation optimale des réseaux et à rehausser la qualité du service offert aux citoyens, grâce aux mécanismes de surveillance et de contrôle à distance des équipements stratégiques, tels que les disjoncteurs électriques et les interrupteurs automatiques".

Ce centre régional, opérationnel en continu 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, mobilise des équipes spécialisées composées de contrôleurs, de techniciens d'intervention et de maintenance, et couvre les réseaux de distribution moyenne tension à travers six wilayas de l'Est du pays: Constantine, Mila, Oum El Bouaghi, Tébessa, Khenchela et Batna.

Cette couverture est renforcée par des centres de conduite locaux implantés dans chaque wilaya afin de garantir une réactivité optimale.

Le Centre supervise actuellement l'exploitation et le suivi d'au moins dix postes électriques, en plus de 200 équipements stratégiques disséminés à travers le réseau.

Cela permet – selon les explications fournies – une intervention rapide et une reconfiguration du réseau en cas d'incident, réduisant ainsi la durée des coupures et assurant la sécurité énergétique.

De son côté, Lyès Chenacher, chef de service au Centre de téléconduite des infrastructures énergétiques de la même direction, a souligné que les agents d'exploitation "ont procédé, depuis le début de l'année en cours, à l'exécution de plus de 8200 manœuvres à distance", ce qui a contribué

à réduire considérablement les délais d'intervention et à éviter, dans bien des cas, le déplacement des équipes sur le terrain.

"Ce chiffre illustre l'importance capitale que revêt ce nouveau système dans l'amélioration du service quotidien", a-t-il ajouté.

Dans le but de renforcer l'efficacité du contrôle et de la communication, la direction de distribution de Constantine a, ces dernières années, engagé un vaste chantier de développement du réseau de fibre optique de Sonelgaz-Distribution, selon la même source.

Ainsi, plus de 26 km ont été déployés en 2024 et 18 km supplémentaires sont programmés pour l'année en cours, offrant ainsi une plus grande flexibilité dans l'interconnexion des différentes infrastructures et un gain de temps notable dans le traitement des opérations, a-t-on indiqué.

Parallèlement à ses missions techniques, le Centre régional de Constantine abrite une unité dédiée à l'accueil et au traitement des doléances des citoyens, également opérationnelle 24h/24.

Depuis le début de l'année, cette unité a pris en charge 4 895 réclamations, dont 3 609 liées à l'électricité, 1 002 au gaz et 284 de natures diverses. Ce chiffre illustre – selon la même source – la volonté permanente de l'entreprise de se rapprocher de sa clientèle.

Le directeur de distribution, Larbi Boukhatem, a affirmé à ce propos que "le développement de ce centre s'inscrit dans le cadre d'une stratégie globale de Sonelgaz-Distribution, visant à améliorer le service public, à renforcer la sûreté et la fiabilité de l'exploitation des réseaux énergétiques, tout en réduisant la durée des interruptions et en garantissant une réponse plus prompte aux préoccupations des citoyens".

Grâce à cette nouvelle approche, qui combine les dimensions techniques et de service, le Centre régional de conduite des réseaux de distribution de Constantine est devenu, selon le même responsable, "une véritable locomotive de modernisation des modes d'exploitation énergétique dans l'Est du pays".

Horaires des prières pour Alger et ses environs

21 rabie el aouel 1447

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
05h01	12h44	16h16	19h02	20h21

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
04h48	12h30	16h02	18h48	20h07



Insécurité urbaine et bandes organisées Quand la société se regarde dans un miroir inquiétant

Par OUKACI Lounis*

Suite et fin

La peur n'est plus individuelle, elle s'infiltre dans chaque rue et se transforme en angoisse collective. Chaque cri, chaque rumeur, devient une étincelle qui alimente la psychose urbaine. Les habitants ne voient plus en leur voisin un allié, mais un danger potentiel. La méfiance détruit la confiance, et le repli s'installe comme une prison invisible. C'est ainsi qu'une société entière bascule dans un climat où la peur dicte les comportements plus que la loi.

d) Une nouvelle lecture à intégrer dans la sécurité nationale

Ignorer l'hypothèse d'une instrumentalisation des violences urbaines serait une erreur stratégique lourde. Les logiques d'infiltration, de manipulation et de guerre psychologique ne sont pas des fictions, mais des pratiques bien réelles qui s'adaptent à nos fragilités locales. Dès lors, la sécurité nationale doit élargir sa lecture au-delà du social, pour y intégrer les dimensions sécuritaires, géopolitiques et économiques. À chaque flambée, une série de questions doit être posée : qui a intérêt à répandre la peur dans ce quartier ? Quels réseaux – criminels, politiques ou commerciaux – profitent d'une image d'État impuissant ? Quels signaux faibles annoncent une orchestration en coulisses – incidents synchronisés, afflux de drogues, perturbations de marché, relais numériques ou flux financiers suspects ? C'est à cette grille d'analyse fine que se joue la résilience de l'Algérie.

e) Signaux faibles révélateurs

L'anticipation des dérives sécuritaires passe par une veille attentive sur des indicateurs discrets, mais révélateurs. Parmi eux : la synchronisation d'incidents violents dans plusieurs wilayas le même jour, les accidents répétés de bus urbains présentant des similitudes techniques, ou encore les disparitions suivies de réapparitions inexpliquées d'adolescents, souvent entourées de zones d'ombre administratives. Les flambées locales de saisies de barbituriques et l'apparition de nouveaux points de distribution constituent également des marqueurs critiques, tout comme les pénuries soudaines puis la réapparition rapide de produits de première nécessité, suggérant une manipulation logistique.

À ces indices matériels s'ajoutent des signaux numériques et financiers : la prolifération de comptes sur les réseaux sociaux valorisant les actes délictueux, l'acheminement de fonds non conventionnels vers des leaders de groupes, ou encore l'apparition répétée d'armes et d'équipements « exogènes » (machettes importées, colliers pour chiens, etc.). Les plaintes commerciales récurrentes pour racket ou extorsion, concentrées géographiquement, doivent être lues comme autant de signaux précurseurs d'une structuration mafieuse.

Enfin, Le vol d'un bateau par un groupe d'adolescents algériens, à la veille de la rentrée scolaire, illustre une dérive symbolique aux conséquences alarmantes. Cet acte spectaculaire, largement relayé par la presse internationale et amplifié sur les réseaux sociaux, transforme une infraction criminelle en geste de bravade aux yeux des jeunes. Le danger est double : d'un côté, il révèle la porosité croissante entre marginalité sociale et transgression extrême ; de l'autre, il risque de nourrir une fascination dangereuse parmi les collégiens et lycéens, tentés d'imiter ce type d'« exploit ». Ce fait inédit constitue un signal fort de rupture : il ne s'agit plus de simples désordres urbains, mais d'une bascule psychologique où la délinquance devient une référence identitaire. Ignorer cet avertissement, c'est s'exposer à une contagion générationnelle de comportements à haut risque.

L'objectif n'est pas d'énoncer une accusation sans preuves, mais d'intégrer une hypothèse stratégique – celle d'une instrumentalisation possible – dans l'analyse de sécurité nationale.

Cette hypothèse élargit le champ d'investigation, impose des méthodes de collecte de preuves adaptées et permet d'anticiper des scénarios d'escalade. La preuve de la machination – si elle existe – sera le produit d'une triangulation : convergence de preuves matérielles, financières, opérationnelles et informationnelles. Jusqu'à l'obtention de cette convergence, l'action publique pertinente est double : détecter et neutraliser les filières matérielles/financières, et renforcer la résilience sociale pour réduire l'effet recherché par les comploteurs présumés.

5. LES RISQUES D'UNE EXPLOSION SOCIALE

a) Du spectaculaire à l'invisible : mutation de la violence urbaine

Du spectaculaire à l'invisible, la violence urbaine en Algérie bascule d'un registre visible à une dynamique souterraine. Les rixes filmées et diffusées sur les réseaux sociaux ne sont que l'iceberg apparent : derrière elles se profile une mutation vers la criminalité organisée. D'abord ancrées dans des logiques de domination territoriale, les bandes glissent vers des structures quasi-mafieuses - racket, marchés parallèles, alliances avec trafiquants. Ce processus suit une mécanique éprouvée : la violence « spontanée » devient une économie criminelle capable d'auto-financement, de recrutement et de corruption. L'expérience internationale montre que cette évolution conduit inévitablement à l'émergence de zones de non-droit, où l'État voit son autorité contestée et fragmentée.

b) La menace directe sur la cohésion sociale

L'explosion sociale dépasse l'acte violent pour toucher le psychologique et le communautaire. La peur fracture le tissu social : familles recluses, commerçants fermant tôt, espaces publics désertés. Ce repli nourrit une spirale de méfiance où les citoyens doutent de l'État, les quartiers se cloisonnent et les jeunes glissent vers une logique de confrontation. La cohésion sociale, ciment fragile de la nation, se désagrège alors sous l'effet d'une insécurité qui mine la confiance entre citoyens et institutions.

c) Vers une menace pour la sécurité nationale

Réduire ces violences à de simples troubles de quartier serait une erreur stratégique. Si elles s'agrègent, ces bandes peuvent rapidement muter en réseaux transversaux, connectés aux trafics de drogue, à la contrebande transfrontalière et, par capillarité, à des groupes terroristes. Leur capacité à déclencher, de manière ciblée, des flambées de violence urbaine confère un pouvoir de nuisance inédit : paralyser une ville, tester la résilience des institutions, affaiblir l'autorité publique. Ces violences deviennent alors un levier de pression politique, instrumentalisable par des acteurs internes en quête de pouvoir ou par des puissances extérieures cherchant à fragiliser l'Algérie. À terme, leur multiplication peut engendrer une véritable crise de légitimité, où l'État apparaît impuissant à protéger ses citoyens. L'expérience régionale le démontre : de la Libye au Mali, en passant par la Tunisie, l'insécurité urbaine mal contenue a servi de déclencheur à des processus de déstabilisation beaucoup plus larges, mêlant effondrement économique, infiltration mafieuse et ingérences géopolitiques. L'Algérie ne peut ignorer ce risque sans s'exposer à un scénario similaire.

d) Une dynamique d'explosion sociale en quatre temps

En Algérie, le risque d'explosion sociale ne se matérialiserait pas sous la forme d'un soulèvement spontané et homogène, mais plutôt à travers un processus cumulatif, marqué par des étapes successives dont l'enchaînement ra-

pide peut surprendre l'appareil sécuritaire et désorienter la société civile.

1. Multiplication des affrontements visibles : du fait divers au choc médiatique : La première étape se traduit par une hausse quantitative et qualitative des affrontements entre bandes urbaines. Initialement perçus comme de simples rixes de quartier, ces violences deviennent spectaculaires par leur mise en scène et leur diffusion virale sur les réseaux sociaux. Le phénomène bascule alors dans la conscience collective, générant un choc médiatique qui nourrit la peur et installe un climat de méfiance dans les cités et quartiers populaires. Cette première phase fragilise le lien social en multipliant les comportements d'évitement et d'isolement.

2. Mutation en réseaux criminels organisés : de la rue à l'économie parallèle : une fois banalisées, ces bandes ne se limitent plus à l'affrontement, mais investissent le champ économique souterrain. Elles s'enracinent dans des activités de racket, de trafic de drogue, de contrebande ou de gestion de « territoires ». Ce passage à l'économie criminelle leur assure des ressources financières régulières et renforce leur structuration interne. Loin de se dissoudre, elles deviennent des acteurs locaux durables, disposant d'une capacité de coercition et d'influence sur les populations.

3. Connexions avec des acteurs politico-mafieux ou transnationaux : La troisième étape, la plus critique, est : l'instrumentalisation stratégique, qui survient lorsque ces groupes, désormais organisés et financés, établissent des connexions avec des réseaux politico-mafieux internes ou des acteurs transnationaux. Loin d'être des phénomènes isolés, ils deviennent des instruments dociles dans des stratégies plus larges : déstabilisation politique, contrôle de filières économiques illicites, ou encore tests géostratégiques sur la résilience de l'État. La bande locale se transforme alors en relais d'intérêts supérieurs, bien plus complexes et dangereux.

4. Perte progressive de contrôle de certaines zones urbaines : de la criminalité à la crise nationale : L'ultime étape est celle de la territorialisation de la violence. Certaines zones urbaines échappent partiellement au contrôle de l'État, basculant dans une logique de « zones grises » où la loi des bandes supplante celle de la République. La population, prise en étau entre peur et dépendance économique, finit par tolérer, voire accepter, l'autorité parallèle de ces groupes. La crise n'est plus sécuritaire, mais nationale : elle remet en cause la souveraineté de l'État, affaiblit sa légitimité et ouvre la voie à des ingérences extérieures. Autrement dit, ce qui apparaît aujourd'hui comme des « bagarres de quartier » pourrait devenir, demain, le détonateur d'une crise sociale et politique majeure.

6. RÉPONSES POSSIBLES

Face à la montée des bandes organisées et au climat d'insécurité qu'elles génèrent, l'action doit être globale, coordonnée et multidimensionnelle. Une réponse exclusivement sécuritaire serait insuffisante, tandis qu'une approche uniquement sociale serait inefficace sans un cadre ferme. C'est pourquoi il s'agit d'articuler quatre leviers principaux : sécurité, éducation, culture/sport et justice.

LA SÉCURITÉ : RÉTABLIR L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT DANS L'ESPACE PUBLIC

Rétablir l'autorité de l'État dans l'espace public exige d'abord une présence policière visible, modernisée par la surveillance technologique et la cartographie des zones à risque, pour prévenir plutôt que subir. L'école doit redevenir un rempart en inculquant dès le pri-

maire la citoyenneté, la non-violence et en accompagnant les élèves fragiles par des enseignants formés à la prévention. Parallèlement, culture et sport offrent aux jeunes des alternatives positives : centres culturels attractifs, clubs sportifs accessibles et associations locales renforçant la cohésion. Enfin, la justice doit être rapide et crédible : procédures accélérées, sanctions éducatives pour les mineurs, fermeté pénale pour les récidivistes, avec une coordination police-justice-familles, afin que chaque sanction répare le lien social plutôt que de le briser. Ces quatre axes, articulés de manière cohérente, permettraient de réduire la violence visible, d'assécher le recrutement des bandes et de restaurer la confiance entre citoyens et institutions. L'enjeu n'est pas seulement de contenir une insécurité croissante, mais de reconstruire un contrat social urbain où les jeunes trouvent leur place dans la société, plutôt que dans les marges de la criminalité.

7. CONCLUSION

Le phénomène des bandes organisées dans les villes algériennes ne saurait être perçu comme un simple épiphénomène sécuritaire. Derrière chaque affrontement filmé et relayé sur les réseaux sociaux, c'est en réalité le reflet d'un malaise sociétal profond qui se dessine. Ce miroir inquiétant nous renvoie l'image d'une jeunesse désorientée, d'une école fragilisée, d'un chômage endémique et d'une société où les repères de socialisation s'érodent progressivement. L'Algérie se trouve ainsi face à un choix stratégique : considérer ces violences comme des rixes isolées, au risque de voir se développer une criminalité organisée et instrumentalisée, ou bien y lire le signal d'alerte d'une fracture sociale qui menace la cohésion nationale. Ignorer ce signal serait une erreur historique. La réponse ne peut être fragmentée. Elle exige une mobilisation collective qui associe l'État, la société civile, les familles, les éducateurs, les médias et les citoyens eux-mêmes. La sécurité doit être assurée, certes, mais elle ne suffira pas si elle n'est pas accompagnée d'une reconstruction du tissu éducatif, culturel et social. La prévention, la réinsertion et l'offre d'alternatives constructives aux jeunes sont autant de piliers d'une stratégie nationale de résilience. L'histoire récente de notre pays a montré que, face aux menaces existentielles, l'Algérie a toujours su se mobiliser et retrouver les ressources de sa survie collective. Aujourd'hui encore, il s'agit moins d'une lutte contre des bandes que d'un combat pour préserver l'avenir de la jeunesse et l'intégrité de la nation. Ce miroir, tendu par la violence urbaine, ne doit pas être brisé ni ignoré. Il doit être compris comme un appel à repenser notre vivre-ensemble, à renforcer la confiance citoyenne et à réaffirmer le rôle de l'État comme garant de la sécurité, de la justice et de l'espérance sociale.

*Professeur - Université de Constantine 2

Bibliographie

Klein, M. W. (1995). *The American Street Gang: Its Nature, Prevalence, and Control*. New York: Oxford University Press.
Hagedorn, J. M. (2008). *A World of Gangs: Armed Young Men and Gangsta Culture*. Minneapolis: University of Minnesota Press
Robert, P. (2005). *Le citoyen, le crime et l'État : la justice pénale en question*. Paris : Presses universitaires de France.
Roché, S. (2016). *De la société de vigilance à l'État de sécurité*. Paris : Grasset.
Beck, U. (1992). *Risk Society: Towards a New Modernity*. London: Sage Publications.
Kaufmann, J.-C. (2001). *L'invention de soi : une théorie de l'identité*. Paris : Armand Colin.
Shaw, C. R., & McKay, H. D. (1942). *Juvenile Delinquency and Urban Areas: A Study of Rates of Delinquents in Relation to Differential Characteristics of Local Communities in American Cities*. Chicago: University of Chicago Press.

Ligue 1 Mobilis Le MC Alger impose sa loi, le MC Oran nouveau co-leader



Le Mouloudia d'Alger s'est montré à la hauteur de son statut de club champion d'Algérie en titre, en ramenant un précieux succès de son déplacement chez l'actuel leader du championnat, l'Olympique Akbou (1-0), vendredi soir à Béjaïa, dans le cadre de la quatrième journée de Ligue 1 Mobilis, ayant vu le MC Oran s'imposer comme nouveau co-leader, après sa précieuse victoire contre la JS Kabylie (2-0).

Décidé à relever le défi dans ce deuxième "gros test" de la saison, après le grand derby algérois contre l'USM Alger, qui s'était soldé par un nul vierge, Le Doyen a abordé le match avec conviction et a réussi à trouver le chemin des filets dès la huitième minute de jeu, grâce à Réda Helaïmia (1-0). Cependant, malgré plusieurs autres occasions de parts et d'autres, le score est resté inchangé jusqu'au coup de sifflet final, au grand bonheur du MCA, qui réalise un bond intéressant au classement général, en se plaçant dans le milieu de tableau, avec quatre points, tout en ayant deux matchs en retard. De son côté, et malgré cette défaite inattendue à domicile, l'OA reste en tête du classement général, ex-aequo avec le MB Rouisset, avec sept points pour chaque club. A Oran, les Canaris avaient assez bien démarré le match, résistant avec brio aux gars d'El Hamri, qui d'ailleurs ont rejoint les vestiaires pour la pause-citron sur un score vierge.

Mais dès l'entame de la deuxième mi-temps, les lo-

caux ont acculé la JSK, jusqu'à trouver la faille par Aoudjane, auteur d'une belle frappe croisée à la 53e minute de jeu, qui n'a laissé aucune chance au gardien kabyle, et c'est Boukholda qui a doublé la mise, sur pénalty à la 89e. Une très bonne opération pour le MC Oran, qui grâce à cette performance se hisse en tête du classement général, ex-aequo avec l'Olympique Akbou et le MB Rouisset, avec sept points pour chaque club, alors que les Canaris tardent à prendre leur envol, en restant scotchés à la 13e place, avec seulement deux unités au compteur, mais avec un match en retard. Un peu plus tôt dans l'après-midi, l'ES Ben Aknoun s'était imposé (1-0) dans le derby algérois contre le Paradou AC, grâce à un but précoce de Saâd, inscrit dès la 21e minute de jeu. Il s'agit du premier succès de la saison pour "l'Etoile", et à la faveur duquel elle se hisse dans le milieu de tableau, avec quatre points, alors que du côté du Paradou, plus rien ne semble aller pour le mieux, puisque le club de Hydra se retrouve bon dernier à l'issue de cette quatrième journée, avec un seul point au compteur.

A noter que l'ESBA et la PAC sont drivés par deux anciens capitaines de l'USM Alger, respectivement le libéro Mounir Zeghdoud et le meneur de jeu Billel Dziri, et c'est finalement le premier cité qui a eu le dernier mot. Le bal de cette quatrième journée s'était ouvert jeudi, avec le déroulement des deux premiers matchs inscrits

à son programme, et le MB Rouisset en a été l'un des plus grands bénéficiaires, en ramenant un précieux nul de son déplacement chez l'ES Mostaganem (1-1).

Un bon résultat qui lui a permis de rejoindre l'Olympique Akbou en tête du classement, ex-aequo avec sept points pour chaque club, alors que les choses avaient relativement mal démarré pour le nouveau promu, ayant commencé par concéder l'ouverture du score et dès la 8e minute devant Taha Benkhelifa, avant de se ressaisir et d'arracher l'égalisation, juste avant la fin de la première mi-temps, sur un but contre son camp du défenseur Boualem Masmoudi (1-1/44'). Une bévue aux lourdes conséquences pour l'ESM, qui en cas de victoire aurait pu rejoindre l'OA en tête du classement, alors qu'après ce nul à domicile, elle reste cinquième au classement général, avec cinq unités au compteur.

De son côté, l'ES Sétif a remporté sa première victoire de la saison, en battant le CS Constantine (2-1), dans "un grand classique" de la région Est, disputé au stade du 8-Mai 1945 (Sétif). Les buts de l'Entente ont été inscrits par l'excellent Zerrouki, qui s'était offert un doublé aux 49e et 69e, alors que Fethallah avait commencé par donner l'avantage aux Sanafir à la 22e minute de jeu. Un précieux succès, qui permet à l'Aigle noir sétifien de rejoindre son adversaire du jour à la quatrième place du classement général, avec six points pour chaque club.

Paradou AC Séparation à l'amiable avec l'entraîneur Bilel Dziri

La direction du Paradou AC a décidé de résilier, à l'amiable, le contrat de l'entraîneur Bilel Dziri, suite aux derniers mauvais résultats concédés par le club, a annoncé samedi le club de Ligue 1 Mobilis de football sur ses réseaux sociaux.

"C'est avec un grand regret que nous annonçons la fin de l'aventure avec Bilel Dziri et son staff. Depuis son arrivée, il a su apporter son expérience, son engagement et son professionnalisme au service de notre équipe. Mais au-delà de ses qualités d'entraîneur, c'est

surtout l'homme que nous avons découvert et admiré : une personne intègre, respectueuse, passionnée, et dotée de valeurs humaines exceptionnelles", selon le communiqué du club.

"De commun accord, nous avons décidé de mettre fin à cette collaboration, mais c'est avec beaucoup de reconnaissance que nous saluons son passage parmi nous", a ajouté le club, tout en souhaitant plein de succès dans la suite de sa carrière, avec "la certitude qu'il saura relever de nouveaux défis avec le même état

d'esprit et la même passion qui le caractérisent". L'ancien international algérien, Bilel Dziri, a été désigné nouveau entraîneur du Paradou AC le mois d'octobre 2024, en remplacement du Tunisien Radhi Jaïdi.

Agé de 53 ans, l'ancien milieu de terrain du NA Hussein Dey puis de l'USM Alger, avait auparavant dirigé plusieurs clubs algériens. Au terme de la 4e journée, les "Académiciens" occupent la 15e place au tableau, avec un (1) seul point (trois défaites et un match nul).

Championnat d'Afrique de volley-ball (Garçons-20) L'Algérie versée dans le groupe A

La sélection algérienne masculine de volley-ball a été versée dans le groupe A du Championnat d'Afrique des moins de 20 ans dont le coup d'envoi a été lancé vendredi au Complexe sportif Dr. Hassan Mostafa, dans la ville du 6 Octobre, près du Caire (Egypte). Outre l'Algérie, le groupe A est composée de l'Egypte (pays hôte), le Zimbabwe, la RD Congo et l'Ouganda, alors que dans le groupe B figure le Cameroun, le Kenya, le Maroc et le Rwanda. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du Dr. Ashraf

Sobhy, ministre égyptien de la Jeunesse et des Sports et parrain du tournoi, aux côtés des membres de la Confédération africaine de volley-ball, et de hauts responsables sportifs et de personnalités publiques. La compétition a débuté hier samedi avec quatre rencontres au programme : la RD Congo sera opposée à l'Ouganda (10h00, heure algérienne), suivie du duel Cameroun-Kenya à 12h00. Le Maroc a affronté le Rwanda à 14h00, avant que l'Egypte, pays hôte, ne conclue la journée inaugurale face au Zimbabwe à 18h00.

L'Algérie est exempte de cette première journée, étant donné que le groupe A est composé de cinq sélections. La phase préliminaire est programmée du 13 au 17 septembre, alors que les quarts de finale auront lieu le 18 septembre et les demi-finales, le 19 septembre. La finale est prévue le 20 septembre.

Neuf sélections nationales prennent part à cette édition qui s'annonce relevée : l'Algérie, l'Egypte, le Cameroun, la RD Congo, le Maroc, le Rwanda, le Kenya, le Zimbabwe et l'Ouganda.

CAN-2025 de handball U19 féminin à Oran

L'Algérie bat la Côte d'Ivoire 28-21 et termine à la 5ème place

La sélection nationale algérienne de handball féminine U19 a terminé à la 5e place du Championnat d'Afrique des nations de cette catégorie, suite à sa victoire en match de classement, devant la Côte d'Ivoire sur le score de 28-21, disputé vendredi, au Palais des sports Hamou-Boutlélis

d'Oran. Versée dans la poule "B" lors du premier tour de cette compétition, la sélection nationale a manqué la qualification pour les demi-finales, terminant à la 3ème place du groupe avec deux victoires et deux défaites.

Dans les autres matchs de classement, le Burkina

Faso a décroché la 7ème place en battant le Kenya 35-27, tandis que la République Démocratique du Congo, vainqueur du Mali (35-21), a terminé à la 9ème place. A l'issue de cette 32ème édition, les quatre nations demi-finalistes représenteront le continent africain au mondial 2026.

Entraîneurs Clôture du premier module de la formation du 3e groupe pour l'obtention de la licence CAF A

Le premier module de la formation en vue de l'obtention de la licence CAF A, inscrite au programme 2025-2026 et destinée au troisième groupe de stagiaires, s'est achevé, jeudi au Centre de regroupement et de préparation de l'élite sportive de Fouka (Tipaza), a annoncé la Fédération algérienne de football (FAF). Présidée par le Directeur

Technique National, Ali Moucer, la cérémonie de clôture a été marquée par la remise d'attestations de participation aux candidats.

Durant cinq jours, 25 participants ont suivi la formation de ce premier module articulé autour d'un programme combinant enseignement théorique et ateliers pratiques, et animé par des formateurs de la

Fédération Algérienne de Football (FAF) et des instructeurs affiliés à la Confédération Africaine de Football (CAF). Par contre, la session de formation destinée au quatrième groupe et organisée par le département formation de la direction technique nationale (DTN), débutera dimanche 14 septembre 2025 au Village Méditerranéen d'Oran.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA D'EL BAYADH
DIRECTION DE LA SÂTE ET DE LA POPULATION
NIF : 408016000032049

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°...../2025

La Direction de la santé et de la population de la wilaya d'EL BAYADH lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales portant, « **Réhabilitation De L'EPH Bougtob (W /EL BAYADH)** ».

Sont admis à concourir à l'appel d'offre lancé objet du présent cahier des charges:

- Les entreprises titulaires d'un certificat de qualification et de classification professionnelle catégorie trois (III) et plus en cours de validité dans le domaine des travaux de bâtiments comme activité principale.
 - Ayant réalisé un chiffre d'affaire moyen des trois dernières années égal ou supérieur à 10.000.000,00 DA.
 - Ayants réalisés un projet de réhabilitation avec un maître d'ouvrage public justifié par une attestation de bonne exécution catégorie B ou plus ou un projet similaire (condition d'éligibilité).
- Et ils doivent en plus justifier de moyens humains et matériels nécessaires pour l'exécution des types de prestations. La publication de cahier des charges se fera par le courrier électronique de DSP

Le dossier de cahiers des charges sera retiré auprès du bureau de la planification de la Direction de la Santé et de la Population de la wilaya d'EL BAYADH, cité CNEP.

Les offres sont constituées de :

- **Un dossier de candidature :**
 - Une déclaration de candidature ;
 - Le reste des documents voir l'article N°07-01 dans le cahier des charges.
- **Une offre technique :**
 - Déclaration à souscrire ;
 - Le reste des documents voir l'article N°07-01 dans le cahier des charges.
- **Une offre financière :**
 - La lettre de soumission ;
 - Le reste des documents voir l'article N°07-01 dans le cahier des charges.

Sont insérés dans des enveloppes séparées, cachetées et indiquant la mention « **dossier de candidature** », « **offre technique** » et « **offre financière** » selon le cas, doivent être obligatoirement accompagnées des pièces citées dans le cahier des charges, ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe principale anonyme ne comportant aucune inscription extérieure autre que la mention suivante : « **A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres** » « **Appel d'offre national ouvert avec exigence de capacité minimale N°..../2025** » « **Réhabilitation De L'EPH Bougtob (W /EL BAYADH)** ».

sont rejetées toutes les offres qui comportent d'autres mentions.

La durée de préparation des offres est fixée à **DIX (10) jours** à compter de la date de la première parution du présent avis dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public dans les quotidiennes nationales langues arabes, française et (BOMOP).

La date et l'heure limite de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la durée de préparation des offres fixée de **08 H : 00 à 14 H : 00** à l'adresse suivante : Direction de la santé et de la population de la wilaya d'EL BAYADH, sise à la cité CNEP EL BAYADH.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période équivalente à la durée de la préparation des offres augmentée de trois (03) mois.

L'ouverture des plis s'effectuera en séance publique le dernier jour correspondant à la date limite de dépôt des offres à **14 heures**.

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2531012404 Le Quotidien d'Oran 14/09/2025

APARTEMENTS

■ Vds des apparts F2-F3-F4 et F5, cuisines équipées, box, Ch/C à Mil-lénium, Fernand-ville, Belgaid, Frt de Mer... + locaux 225 m²- 325 m², sur gd Bd, 3 faç, Oran - Tél : 0772.43.37.38/ 0660.88.46.15

■ ORAN : Loue F2, 75 m², situé ds 1 villa, entrée indép, derrière 'El Morchid' Point du Jour, pour couple sérieux, avec livret de famille. Tél : 0552.22.68.34

■ A louer appartement, niv de villa, 5 pièces + cuisine, salle de bains + salon + hall avec 2 vérandas à Point du Jour, Oran - Tél : 0551.82.81.99

■ Vends F1, 1er étage, à Gambetta, Oran, acte et livret foncier + F2, 1er étage, centre-ville, 68 m², proximité café Clichy + local 50 m² rue Mekki Khelifa, Maraval - Tél : 0557.87.64.93

■ A louer F4, 6e haï Salem + Ascenseur - A louer F3, 4e café Dubaï - A louer F3, 2e étg équipé avec box USTO + A.V F3, 2e étage Yaghmouracen 78 m² - A.V F4, 1er étage 77 m² à bel Air - A.V studio RDC USTO - Bureau d'aff 0793.82.61.44

VILLAS

■ A louer villa, gde surface, à Courbet, voisin de Peugeot automobile, 1er et 2e étages, plus de chambres, avec climat et chauffage central + jardin et 3 terrasses - Tél : 0555.82.89.92- 0661.77.10.03

■ Vends maison maître, R+1 - 300 m² - 16 m façade. Rdc : 1 gd sal - 4 pces aérées, garage + grande cour avec une pièce /1er reste dalle, acte + L/F à Hassi Bounif, Oran - Tél : 0696.04.93.23 - 0542.84.28.72

ذكري

تبر اليوم 14 سبتمبر
الذكرى الأولى لوفاته
فقيدتنا الغالية
السيدة حرافة فاطمة
زوجة بو عالية
التي لا تزال في
قلوبنا يتحصنها
الحنين لفقدها وعيوبنا
تفتقد حضورها وابتناسمتها. لقد مر على
رحيلها سنة كاملة لكن أثرها الطيب وسيرتها
الطيرة ما زالت حاضرة بيننا نتذكرها
بالدعاء ونسال الله أن يتعدها بواسع رحمته
وأن يجعل قبرها روضة من رياض الجنة
وأن يجمعنا بها في الفردوس الأعلى.
اللهم اجعل هاته الذكرى نورا في قبرها
ورحمة تغشاه
أغفر لها ولجميع موتي المسلمين.
إنا لله وإنا إليه راجعون

ذكري

وبتاريخ 18 سبتمبر
تبر ذكرى خمس
سنوات على فقدها
أغلى الناس السيد
بوعالية ميلود
الذي رحل عن دنيا
إلى جوار ربه. مرت
الأيام سريعا وبقي
الحزن والحنين ساكنا في قلوبنا.
نسال الله العلي القدير أن يرحمه برحمته
الواسعة ويغفر له ذنوبه ويجمع ماواه
الجنة مع النبيين والصديقين والشهداء
والصالحين.
اللهم اجعل قبره روضة من رياض الجنة
ونورا وطمأنينة وأملأه بالرحمة والسكينة.
إنا لله وإنا إليه راجعون

REMERCIEMENTS

M. MAHIEDDINE
GHAFOUR et
ses enfants
Khaled et
Fatima-Zohra
remercient les
proches qui ont
compati à leur douleur, suite au
décès de leur très cher
grand-père
EI BOUCHIKHI Mohamed
Procureur général et
Moudjahed et l'arrière petit-fils
de Cheikh Bouâmama
إنا لله وإنا إليه راجعون

REMERCIEMENTS

La famille
BENABID
d'Oran et de
France, la
famille MALLA
d'Alger
remercient les personnes qui
ont compati à leur douleur suite
au décès de leur gendre
EI BOUCHIKHI Mohamed
Procureur général et
Moudjahed
إنا لله وإنا إليه راجعون

REMERCIEMENTS

M. EI BOUCHIKHI Mohamed
Procureur
général -
Moudjahed,
papa des
orphelins, est
décès le
6.09.2025.
De ce fait la famille remercie
très profondément ses très
chers voisins de Point du jour,
sans exception, ainsi que les
proches qui ont compati
à leur douleur.
إنا لله وإنا إليه راجعون

HUISSIERS DE JUSTICE

محضرين قضائيين

لكل إعلاناتكم للبيع بالمزاد العلني في الجرائد الوطنية
Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques
Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail canalsurpub@yahoo.fr T/F 048.74.13.48 / 74.11.22

CANAL SUR : Marketing & Publicité

Conception-Rédaction & Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse

Turquie

Trois chaînes TV saisies dans un coup de filet contre une holding

Un procureur d'Istanbul a ordonné jeu di la saisie des actifs d'une holding turque détenant notamment trois grandes chaînes de télévision, et délivré des mandats d'arrêt pour fraude contre dix de ses dirigeants, ont rapporté les médias turcs.

Les actifs de 121 sociétés appartenant à Can Holding, dont les chaînes Habertürk, Show TV et Bloomberg HT, ont été saisis pour «fraude, évasion fiscale et blanchiment d'argent», a annoncé le bureau du procureur de Küçükçekmece, un district d'Istanbul, cité par la chaîne publique turque TRT Haber. Can Holding, qui affirme sur son site employer un total de 30.000 personnes, détient également des stations-services, un réseau d'écoles et l'université privée Bilgi d'Istanbul.

Elle avait acquis en décembre 2024 la chaîne d'information en continue Habertürk, l'une des plus regardées du pays, la chaîne Show TV et la chaîne d'information économique Bloomberg HT, créée en

2010 en partenariat avec Bloomberg News.

Des administrateurs ont été nommés à la tête de ces trois chaînes.

«L'opération visant Can Holding pourrait servir à renforcer le contrôle du gouvernement sur les médias, motivé par une volonté de voix unique», a réagi Erol Onderoglu, le représentant de Reporters Sans Frontières (RSF) en Turquie.

«Le problème est bien plus profond à mon avis», a estimé auprès de l'AFP le professeur d'économie Yakup Küçükkale, selon lequel «derrière ces saisies se cache des accusations bien plus graves, comme le blanchiment d'argent».

«Quelque 120 sociétés ont été saisies, il serait donc erroné de considérer cela comme une simple opération de contrôle des médias», a-t-il ajouté.

Quatre des dix dirigeants de la holding visés par un mandat d'arrêt avaient été arrêtés jeudi en milieu de matinée, selon la chaîne publique TRT Haber.

Japon

Près de 100.000 japonais sont centenaires

Le Japon compte désormais près de 100.000 personnes âgées de 100 ans ou davantage, dont une grande majorité de femmes, un nombre en nette augmentation et à un niveau record, selon les données gouvernementales publiées vendredi.

Ces chiffres viennent confirmer le vieillissement démographique qui frappe la quatrième économie mondiale, alors même que sa population diminue.

Au 1er septembre, le Japon dénombrait 99.763 centenaires, soit 4.644 de plus qu'un an auparavant, et avec 88% de femmes parmi eux, a précisé le ministère nippon de la Santé dans un communiqué.

La personne la plus âgée de l'archipel est Shigeko Kagawa, 114 ans, vivant dans le département de Nara, près de Kyoto. Elle est restée active après 80 ans en tant que gynécologue-obstétricienne et médecin généraliste, selon le ministère.

«Marcher beaucoup lors des visites à domicile m'a permis de développer des jambes solides, qui sont la source de ma vitalité actuelle», a déclaré Mme Kagawa, citée dans le communiqué.

Sa vue étant encore bonne, la doyenne nipponne peut se permettre de passer ses journées à regarder la télévision, à lire les journaux et à faire de la calligraphie.

La personne la plus âgée du monde est la Britannique Ethel Caterham, qui a fêté ses 116 ans en août, quelques mois après la mort de la religieuse brésilienne Inah Canabarro Lucas.



Le Japon connaît une crise démographique qui ne cesse de s'aggraver: l'augmentation de sa population âgée entraîne une flambée des coûts médicaux et sociaux, et la diminution de la main-d'oeuvre pour les financer, alors même que la natalité reste en berne.

Selon des données officielles publiées en août, la population japonaise a connu une baisse record - de plus de 900.000 personnes - en 2024.

Le Premier ministre Shigeru Ishiba, actuellement démissionnaire, avait qualifié la situation d'«urgence silencieuse», promettant des mesures favorables aux familles, comme des horaires de travail plus flexibles et des services de garde d'enfants gratuits, pour tenter d'inverser la tendance.

Les efforts des autorités restent sans résultat significatif pour l'heure.

Publicité

Vend ensemble de rayonnages lourds (Racking importation) : 12 m de haut /650kg par m².

Disponible pour un espace de stockage de l'ordre de 1.300 m². Très bon état.

Contact / mail : norc.activ25@gmail.com

Tel: 0658 54 00 45 / 0675 68.76.97



2

20.10 Gone Girl



Le jour du cinquième anniversaire de leur mariage, Nick Dunne découvre avec horreur que son épouse, Amy, a mystérieusement disparu. Rapidement, la police s'implique dans l'affaire, et la communauté locale, touchée par cette tragédie, se mobilise pour soutenir Nick, qui apparaît comme un mari dévasté. Alors que les médias s'emparent de l'histoire, le couple, qui semblait idéal, devient sujet de spéculations. Cependant, au fur et à mesure que l'enquête progresse, les enquêteurs mettent la main sur des éléments troublants, notamment des traces de sang retrouvées...

3

20.10 Brokenwood



Saison 10 - Episode 2 : Le jour des morts
Un marché nocturne thématique sur le "Dia de los Muertos", la fête mexicaine du Jour des morts, est organisé par l'association des petits exposants de Brokenwood. Au moment du démontage des installations festives, un corps sans vie, maquillé à la manière d'un mariachi traditionnel, est découvert suspendu à un arbre. Cette sinistre mise en scène interpelle les enquêteurs qui tentent de comprendre les motivations derrière cet homicide théâtralisé. L'élaboration minutieuse du....

4

20.00 Poirot Serrault extraits extra



Les comédiens François Berléand et Nicolas Briannon réenfilent le temps d'une soirée leurs costumes de Jean Poirot et Michel Serrault, le duo le plus délinquant du théâtre français. Ils invitent le public au théâtre du petit Montparnasse pour une soirée en hommage à leurs meilleurs sketches mais en présentent également de nouveaux, plus en lien avec l'actualité.

22.50 Basique, le meilleur des sessions

5

arte

TMC

09.20 Echappées belles
10.55 Une maison, un artiste
11.30 C à vous
12.30 C à vous la suite
13.35 Les Faux British
15.25 J'ai un colis pour vous !
16.25 Apocalypse : la guerre des mondes 1945-1991
17.30 En société
19.00 C politique
20.05 A la poursuite de la jeunesse éternelle
21.35 Action directe, nos années de plomb
22.50 A vous de voir

09.20 Cuisines des terroirs
09.50 Merveilleuse planète
12.00 Quand l'histoire fait dates
14.00 Boulevard du rhum
16.10 Les promesses de la terre
16.40 Dimitri Chostakovitch : Symphonie en rouge
17.40 Daniil Trifonov interprète Chostakovitch. Concerto pour piano n°2
18.30 Karambolage
18.45 Arte journal
19.05 Natalie Portman : De l'enfant star à l'actrice iconique

08.00 Le bétisier de l'été
11.20 Animaux à adopter
11.25 Le bétisier de l'été
12.55 Animaux à adopter
15.50 Rugby : Coupe du monde féminine
17.50 Animaux à adopter
18.50 Basket-ball : EuroBasket



20.50 90' Enquêtes



CINE + FRISSEON 19.50

LE CINQUIÈME ÉLÉMENT

"Le Cinquième Élément" est un chef-d'œuvre de la science-fiction réalisé par Luc Besson, qui nous plonge dans un avenir futuriste au XXIII^e siècle. L'histoire débute en Égypte en 1914, lorsque des extraterrestres, appelés les Mondoshawans, arrivent sur Terre pour récupérer des pierres au pouvoir immense, représentant les quatre éléments : l'eau, l'air, le feu et la terre. Ces artefacts sont cruciaux pour combattre une force maléfique, qu'ils s'engagent à combattre. Afin d'assurer la sécurité de ces pierres, les Mondoshawans promettent de revenir les chercher trois cents ans plus tard.



CANAL+ family 19.50

LES NOUVELLES AVENTURES DE CENDRILLON

Julie, employée dans une florissante boîte de E-commerce, est secrètement amoureuse d'un des cadres de l'entreprise, Marco, fils du patron et séducteur impénitent. Et quand Marco, qui a un rendez-vous galant avec une autre employée, lui demande de garder son fils, Julie accepte. Pour occuper le garçon, Julie lui raconte à sa façon l'histoire de Cendrillon. Régulièrement interrompue par le garçon, très exigeant, Julie adapte régulièrement son récit de façon rocambolesque, multipliant les péripéties saugrenues.



CANAL+ CINEMA 20.00

LE MAÎTRE ET MARGUERITE

A Moscou, dans les années 1930, un célèbre écrivain est interné en compagnie de Koroviev, un poète satirique. Les deux hommes échangent sur leur situation. L'écrivain raconte notamment comment sa pièce, Ponce Pilate, a suscité la colère des autorités soviétiques. A tel point que l'auteur a vite perdu son statut auprès de la bonne société moscovite. C'est alors que l'auteur fait deux rencontres déterminantes : celle, d'abord du mystérieux professeur T. Woland, expert en magie noire, capable de prédire de funestes événements. Celle ensuite de Marguerite, une jeune femme qui devient son ami et son plus fidèle soutien littéraire.

TÉLÉVISION

TF1

20.10 Barbie



09.05 Automoto
10.00 Téléfoot
10.50 Les douze coups de midi
12.00 JT 13h
12.45 Rugby : Coupe du monde féminine
14.55 Coupe du monde féminine de rugby : le mag
15.35 Les Docs du week-end
16.20 Sept à huit Life
17.20 Sept à huit
18.50 Les nouveaux modèles
19.00 JT 20h
19.50 Le goût du détail
23.15 Esprits criminels

Dans un univers parallèle appelé La Land, où les poupées Barbie vivent dans une utopie éclatante, la perfection semble être la norme. Les Barbie, convaincues d'avoir apporté le bonheur aux filles humaines, évoluent dans un monde de joie et d'harmonie. Cependant, l'une d'entre elles commence à ressentir un manque de sens et remet en question cette réalité idyllique. Suite à des conseils d'une Barbie atypique et intrigante, elle décide de s'aventurer dans le monde réel dans l'espoir de retrouver la fillette dont elle est le reflet, persuadée que c'est la clé pour retrouver sa propre perfection.

6

20.10 Zone interdite



09.25 Turbo
11.30 Sport 6
11.45 Le 12.45
12.30 Un jour, un doc week-end
16.10 66 minutes



17.40 66 minutes . grand format
18.45 Le 19.45
19.20 Le 2020, Anne-Sophie Lapix
19.30 E=M6

Vêtements, électroménager, déco... la seconde main séduit toujours autant les Français attirés par ce mode de consommation plus responsable et économique. Au cœur de ce marché en plein essor, des professionnels cherchent à devenir les nouveaux rois de l'occasion. C'est le cas de Bilel, ancien gérant de restaurants qui s'apprête à ouvrir un vide-greniers permanent près de Saint-Etienne. Ahmed Chaieb, ex-livreur, a de son côté bâti un empire du reconditionné et racheté Cash Converters.

22.10 Enquête exclusive

CANAL+

20.05 Rugby : Top 14 Racing 92 / Bordeaux-Bègles



11.05 Deauville
12.16 La Grille Moto
12.57 Moto GP : Grand Prix de San Marin
14.46 Après tant d'années... PSG : le film du sacre
16.02 The Match
16.30 Football : Premier League
18.30 Canal Football Club
19.24 Canal Rugby Club

Après avoir débuté la nouvelle saison face à La Rochelle, Adam Coleman et les Bordelais doivent négocier un déplacement piégeux sur la pelouse du Racing 92. Pour leur première sortie à devant leur public, Janick Tarrit et les Ciel et Blanc veulent décrocher un succès de prestige face aux vainqueurs de la coupe des Champions qui leur permettrait de faire le plein de confiance et de lancer leur saison.

22.05 Canal Rugby Club le débrief
22.27 Au micro ! Une nouvelle voix pour le foot

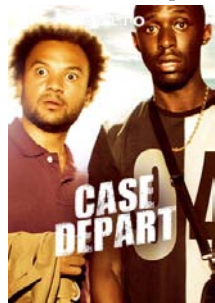
PLANETE +

TFX

W9

08.10 American Pickers, la brocante made in USA
11.59 Lockerbie - Autopsie d'un attentat
13.42 Juan Carlos : la chute d'un roi
15.18 Enquête sur les trésors enfouis de Notre-Dame
18.22 American Pickers, la brocante made in USA
19.55 Notre-Dame de Paris, le chantier du siècle
21.50 Paris, une histoire capitale
22.00 Mission Pays basque

08.20 One Piece
08.52 Top Info
08.55 Cleaners les experts du ménage
12.35 Friends
18.56 Petits plats en équilibre
19.00 Friends
20.05 Petits plats en équilibre
20.10 Case départ



08.10 Génération Hit machine
09.20 HDM : L'hebd de la musique
11.20 100% poker
11.50 Scorpion
15.30 La petite histoire de France
20.10 Nos jours heureux



22.10 Nous finirons ensemble

FLÉCHÉS N° 9370

FOVILLIS N° 9370

SUDOKU N° 9370

LES SOLUTIONS

FOUILLIS N° 9369:
VIOLON (Vie - Haut - Long)



Le constructeur chinois de véhicules électriques XPeng rappelle plus de 47.000 voitures



Le constructeur chinois de véhicules électriques XPeng rappelle plus de 47.000 voitures électriques dotées de capacités de conduite mains libres en raison d'un problème dans son système d'assistance à la direction, a déclaré vendredi l'autorité de régulation du marché chinois.

Des problèmes de câblage dans le système de direction du modèle P7+ pourraient déclencher un voyant d'avertissement susceptible de provoquer une défaillance, ce qui représenterait un danger pour la sécurité, a indiqué le régulateur dans un communiqué. Le modèle P7+, lancé en novembre 2025, vendu à partir de 186.900 yuans (22.400 euros), dispose d'une «conduite assistée intelligente par IA», selon le site internet de XPeng. XPeng remplacera gratuitement les systèmes de direction à risque, selon le régulateur de marché.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Inondations au Pakistan : le bilan dépasse les 950 morts



At moins 956 personnes ont trouvé la mort et 1.062 autres ont été blessées au Pakistan depuis le 26 juin, suite aux inondations causées par les importantes précipitations ayant marqué la saison des moussons, a indiqué l'Autorité nationale de gestion des situations d'urgence, dans un nouveau bilan,

vendredi. Le plus grand nombre de victimes de la catastrophe naturelle a été enregistré dans la province du Khyber Pakhtunkhwa (nord-ouest), avec 504 morts, selon la même source, tandis que dans la province du Pendjab (nord-est), les inondations ont causé la mort de 268 personnes.

Les flux d'eau ont endommagé environ 9.000 bâtiments, dont plus de 2.200 ont été complètement détruits. A la suite des inondations, 671 km de routes ont été emportées et 239 ponts détruits.

Selon les autorités, plus de 500.000 hectares de terres agricoles ont été inondés dans la province du Pendjab.

RDCongo : le nombre de cas d'Ebola a plus que doublé en une semaine



Le nombre de cas suspects d'infection par la fièvre Ebola dans la province du Kasai, en République démocratique du Congo (RDC), a plus que doublé en une semaine, après la confirmation de la nouvelle épidémie, ont rapporté des médias locaux. Le nombre de cas d'infection présumés est passé de 28 à 68, tandis que le bilan des morts est resté inchangé, et atteint pour l'instant 16 personnes. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a précédemment signalé avoir envoyé ses agents dans la province du Kasai dans le contexte de la nouvelle épidémie, la première dans le pays depuis trois ans et la première dans la province depuis plus d'une décennie.

La maladie à virus Ebola (autrefois appelée aussi fièvre hémorragique à virus Ebola) est une maladie grave, souvent mortelle chez l'homme. Elle est transmise à l'homme par des animaux infectés.

Birmanie: au moins 19 lycéens tués dans une frappe aérienne



Un groupe armé issu d'une minorité ethnique en Birmanie a affirmé samedi qu'une frappe aérienne de la junte avait provoqué la mort d'au moins 19 lycéens dans l'Etat de Rakhine (ouest).

L'attaque a visé deux lycées privés de Kyauktaw peu après minuit vendredi, selon un communiqué sur Telegram de l'Armée d'Arakan (AA), l'un des adversaires les plus puissants des militaires birmans au pouvoir depuis le coup d'Etat de 2021 qui a renversé le gouvernement civil. Dix-neuf lycéens, des «innocents» âgés de 15 à 21 ans, ont été tués, et 22 autres blessés, selon l'AA, qui contrôle de vastes zones de l'Etat de Rakhine.

Le groupe armé incrimine la junte birmane. Sollicité par l'AFP, le pouvoir militaire n'a pas répondu dans l'immédiat.

Un média local, Myanmar Now, a rapporté qu'un appareil de la junte avait largué deux bombes de quelque 227 kg sur un lycée, alors que les étudiants dormaient.

RDC : un naufrage fait plus de 100 morts sur le fleuve Congo



At moins 107 personnes ont trouvé la mort et 146 autres sont portées disparues après le chavirement d'une baleinière survenu jeudi dans le nord-ouest de la République démocratique du Congo (RDC), ont rapporté les médias locaux dans un nouveau bilan.

Un précédent bilan faisait état de 85 morts. Selon les médias locaux citant les sources officielles, l'accident a eu lieu sur le fleuve Congo, à environ 122 km de Mbandaka, chef-lieu de la province de l'Equateur. D'après les mêmes sources, 209 passagers ont pu être secourus, dont plusieurs blessés.

Toutes les marchandises transportées à bord ont été détruites par les flammes. Les accidents fluviaux restent fréquents en RDC en raison du non-respect des normes de sécurité et de la vétusté des embarcations. Au moins 100 personnes ont été tuées lors d'un autre naufrage d'une pirogue motorisée survenu mercredi soir au niveau du territoire de Basankusu, également situé dans la province de l'Equateur, selon les sources locales.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

DÉLOCALISER LE SIÈGE DE L'ONU ?

mondiales successives ont consolidé.

En son état actuel et par le décorticage de l'ensemble des mouvements qui l'animent, sa localisation n'est pas loin de laisser déduire qu'elle s'identifie à une agence dépendante de Washington. L'histoire du refus des visas pour les Palestiniens en est une évidente preuve. Pour le moment, rien n'interdit à Trump de trier à sa convenance les venants officiels qui atterriraient sur le sol de son pays. Dans l'esprit qui l'anime actuellement, son dictat et ses éventuelles interdictions pourraient lui apparaître d'une légitimité sans faille d'autant que la bâtisse de l'ONU a été of-

ferte par la famille Rockefeller, la plus américaine des Américains, et que Washington est le principal souscripteur financier de l'organisation onusienne. La Maison Blanche a là des arguments sur lesquels s'adosser pour donner libre cours à son bon vouloir.

Dès lors, on voit mal le gendarme du monde se délester d'un instrument géré selon ses propres intérêts. Aussi une délocalisation du siège de l'ONU suppose une refonte totale de l'organisation, mais risque de buter contre le blocage que connaît la réclamation d'une réforme générale de l'institution et de son Conseil de sécurité. Pour le moment, l'inopérante citadelle onusienne n'a le loisir que de condamner et d'espérer un retournement de l'histoire pour prouver son efficacité.

Une bien logique brèche s'est ouverte au cours de cette 80^{ème} Assemblée générale de l'ONU. Face au refus de l'administration américaine de délivrer des visas aux représentants officiels palestiniens, la proposition d'une délocalisation du sommet mondial hors du siège new-yorkais onusien a obtenu l'acquiescement de la majorité des Etats membres.

Pour ce faire, la ville de Genève a été proposée. Cette étape peut en préfigurer une autre autrement considérable et représenter les prémices conséquentes d'une remise en ordre de la plus importante institution internationale.

On n'en est pas encore là. Un tel chamboulement ne cadre pas avec l'actuel rapport des forces que les différentes crises